

(N° 107)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1924.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le Budget de la Dette publique — ou en d'autres termes des intérêts et amortissements des créances à charge de l'État — prévoit pour l'exercice 1924 une charge de fr. 1,383,413,883 86
dettes consolidées, intérieure et extérieure, indirectes, flottantes, etc.

Le Budget des Voies et Moyens pour 1924, prévoit en recettes ordinaires, un total de fr. 3,105,553,162 »

La charge des dettes intervient à concurrence d'environ les neuf vingtièmes de nos ressources ordinaires.

La dette publique proprement dite et les annuités figurent pour une part si considérable qu'elles constituent dans ce total presque la totalité dans nos charges-dettes fr. 1,296,194,833 86

Les pensions, intérêts sur cautionnements, dépenses exceptionnelles ne figurent que pour une somme peu importante — dans sa relativité.

(1) Budget, n° 4-II.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Bu gets et des Économiques : MM. MECHÉLYNCK, président, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Auguste), DE LIEDEKERKE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.
- b) Six membres nommés par les Sections : MM. DE BUE, DE MONTPELLIER, DE WOUTERS, D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, LAMBORELLE et SAP.

L'Exposé général du Budget fournit le détail de l'accroissement des dépenses annuelles : elles ont sextuplé depuis 1914, bien que la charge en capital elle-même n'ait pas subi la même progression.

Rappelons ces chiffres :

	Dette consolidée, y compris la dette indirecte.	Dette flottante, à court et moyen termes.	TOTAL.
Au 4 août 1914 . .	5,205,000,000	661,000,000	5,866,000,000
30 septembre 1919.	7,046,000,000	18,031,000,000	25,077,000,000
Id. 1920.	10,356,000,000	20,091,000,000	30,447,000,000
Id. 1921.	11,858,000,000	24,582,000,000	36,440,000,000
Id. 1922.	14,763,000,000	24,173,000,000 ⁽¹⁾	38,936,000,000
Id. 1923.	16,512,000,000	23,395,000,000	39,907,000,000

L'accroissement par période annuelle, ressort donc :

Pour 1919-1920 à 5.4 milliards en chiffres ronds,		
Id. 1920-1921 à 6	id.	id.
Id. 1921-1922 à 2.5	id.	id.
Id. 1922-1923 à 1 milliard		id.

Cette charge annuelle est-elle destinée à demeurer invariable et incompressible?

Si la dépense n'est pas susceptible d'être réduite en ce qui concerne l'obligation elle-même, le montant des sommes à affecter pour la libération de celle-ci, ne sera cependant pas toujours et nécessairement invariable.

Il est susceptible d'augmentation ou de diminution, à raison de circonstances étrangères à la volonté de l'État débiteur et de causes économiques sur lesquelles celui-ci ne peut réagir : une partie de notre dette est une dette payable à l'étranger, dépendant donc des fluctuations des changes.

Rentrent dans cette catégorie notamment les intérêts, annuités et amortissement des capitaux :

Payables en florins. — Redevance pour l'entretien du canal de Terneuzen et rachats de droit de fanal (art. 3 et 4), obligations 5 %, remboursement, frais d'internement (art. 15), etc.

Payables en livres. — Rente 3 % emprunt anglais (art. 8a-b), etc.

Payables en dollars Etats-Unis. — Emprunt de 50,000,000 dollars 7 1/2 % et 30,000,000 dollars 8 % (art. 12-13), etc.

Payables en dollars canadiens. — Crédits d'exportation, etc.

Payables en francs français. — Emprunt de 400,000,000 6 1/2 % (art. 14) et remboursement bons de Trésor (art. 16), etc.

Indépendamment de la charge du paiement en francs français des intérêts de certains titres de notre rente.

Le projet de Budget de la dette a été établi sur la base des changes aux taux de

Un florin = fr. 7.25.

Une livre = 85 francs.

Un dollar Etats-Unis = 18 francs.

Un franc français = fr. 1.15.

La hausse continue des changes constitue dès à présent plus qu'une menace d'une augmentation des charges, en ce qui concerne les trois premières devises.

Les mesures prises pour interdire l'exportation des coupons de notre dette payables en France, et le fait que la prime sur Paris se rapproche du taux de l'impôt français sur les coupons étrangers encaissés en France, permet au contraire d'escompter que les évaluations relatives aux créances françaises ne seront pas dépassées.

La réduction de la charge ne peut dépendre de la volonté du débiteur de se soustraire à ses obligations vis-à-vis de son créancier. Les tentatives de cette nature ont pour conséquence la faillite du crédit.

Il en serait de même, et à plus forte raison, si ce procédé devait être appliqué au capital de nos rentes.

La disparition de la charge ne peut donc être envisagée que par amortissements ou remboursements.

La dette de l'État a aujourd'hui pour cause principale les dépenses faites pour compte de l'Allemagne qui nous a substitués jusqu'ici dans ses obligations.

Nous payons les dettes de l'Allemagne. C'est le vainqueur qui paie les rançons de guerre, et on peut se demander de combien elles auraient été plus lourdes s'il avait été le vaincu...

Les réparations dues par l'Allemagne doivent être acquittées. Le tableau du montant et des origines de nos dettes en constitue une nouvelle et la non moins péremptoire des démonstrations.

Il nous faut trouver de ce côté les remboursements nécessaires de la dette.

La dette de l'État pourrait encore être diminuée dans l'hypothèse d'une régie séparée de certains services publics, remboursant à l'État la valeur des biens que les emprunts et le service des annuités ont constituée et en transférant la charge sur les produits de l'exploitation.

Toute élévation ou baisse des taux d'intérêt sur le marché des capitaux, peut également influencer les règlements.

Enfin, l'on doit tenir compte des amortissements — les uns prévus dans les contrats d'emprunts à long terme, les autres automatiques par le fait des paiements par annuités.

* * *

L'élévation de la dette publique ne constitue certes pas en elle-même un danger, non plus qu'un indice d'appauvrissement, mais c'est à la condition qu'elle ait pour contre-partie un avoir productif. Le danger consiste dans les emprunts contractés aux fins de couvrir des dépenses susceptibles de rendement seulement dans un avenir éloigné : la dette, pendant la période intercalaire est constitutive d'un nouveau déficit et le rendement futur est gravé de charges qui

ont pu s'accroître par la capitalisation à un taux dépassant la puissance de production.

La Belgique a été obligée autrefois de recourir à l'emprunt pour faire face surtout à des dépenses d'outillage, de « premier établissement ». Il serait intéressant de pouvoir opérer la discrimination entre les postes qui forment l'ensemble de cette dette et sa contre-valeur effective et réelle à ce jour. Cette étude fournirait la preuve de la couverture par des valeurs équivalentes à l'or, d'une grande partie de nos dettes.

Pour le surplus, la règle stricte s'impose de ne consentir aucune dépense nouvelle sans qu'elle soit couverte par des ressources ordinaires ou, en d'autres termes, de ramener les dépenses annuelles ordinaires, y compris le service de la Dette publique, dans les limites où elles peuvent-être couvertes par les recettes ordinaires.

C'est l'obligation, pour les Gouvernements, proclamée par la Conférence internationale de Bruxelles de « renoncer à toute dépense extraordinaire non productive; restreindre le plus possible même les dépenses extraordinaires productives ».

L'inventaire de nos dettes actuelles implique que nous devons nous incliner devant la nécessité d'ajourner toutes dépenses — si utiles, si intéressantes puissent-elles apparaître, dans l'ordre moral aussi bien que dans l'ordre matériel — si elles ne peuvent se réaliser sans créer une dette dont elles n'assureraient pas la charge.

La consommation — ce terme pris dans le sens le plus étendu — doit-être restreinte au niveau de la production. Si la masse veut continuer à autant consommer, elle devra se résoudre à produire davantage. Tous les autres remèdes sont vains. On ne réagit pas, ni on ne va pas à l'encontre des faits par des théories.

Le Gouvernement, dans l'Exposé général du Budget, a déclaré que c'était bien là son programme :

« Nous comptons plus que jamais nous y tenir, quelle que soit la difficulté de la tâche. C'est une politique ingrate. Elle demande à tous, nous le répétons, d'incessants sacrifices, mais l'abandonner au moment même où elle commence à porter ses fruits serait, en quelque sorte, renier les mobiles pour lesquels nous avons combattu, ruiner l'avenir du pays et mettre en péril jusqu'à notre propre indépendance. »

* *

On ne peut qu'applaudir à ce langage et sa réalisation est de nature à donner entière confiance dans le crédit du pays, quelque élevé que puisse apparaître le montant de la dette.

Et c'est pourquoi la baisse qui affecte le cours de nos rentes ne pourrait fournir matière qu'à des explications mais non à des justifications.

Il est à observer tout d'abord que les cotations de Bourse sont loin de fournir une indication précise et certaine de la valeur intrinsèque des titres cotés. Elles sont influencées par l'importance des offres et des demandes — l'ampleur ou la raréfaction du marché. La spéculation, l'engouement, comme des mouvements irraisonnés de panique, peuvent influencer les cours, sans rien modifier à la valeur du titre.

Or, il faut le reconnaître, le nombre des titres de rentes en circulation est très considérable; partie de certaines catégories de titres a été lors des récentes émissions l'objet de souscriptions ayant dépassé les forces de ceux qui escomptaient une absorption plus rapide : Ils n'ont été qu'imparfaitement classés. D'autre part, le compartiment des rentes a si peu d'ampleur que l'on a déjà suggéré — et il peut-être utile de reprendre l'étude de cette suggestion — l'établissement d'un marché à terme des rentes. Il suffit d'offres en fort petites quantités de ventes, devant être réalisées à tout prix par le rentier, pour amener des cotations en baisse.

Il serait bien intéressant de pouvoir relever à quel montant de ventes réalisées correspond la modification du cours précédent.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement le marché des rentes de l'État qui est délaissé, mais celui de toutes les valeurs à revenu fixe et à remboursement en francs.

La raison en est double : la hausse, qui ne subit aucun arrêt, de tout ce qui est nécessaire à l'existence, doit nécessairement entraîner l'éloignement des valeurs à revenu non susceptibles d'une élévation compensatrice. Il existe de ce chef une rupture d'équilibre entre le prix des objets de nécessité et le revenu fixe des rentes. Si dangereuse que soit la spéculation, elle offre la perspectives de gains faciles, de profits rapides permettant de faire face à des charges qu'on ne veut, — ou qu'on ne peut — supporter par des recours à l'économie. Le public s'est précipité sur les valeurs dont une limite de remboursement ne formait pas barrière à la hausse. Le rendement des valeurs est devenu indifférent : seul le bénéfice devant être constitué par l'écart entre l'achat et la revente est recherché. Des titres n'ayant jamais donné aucun revenu, des titres de second rang, des titres à peine introduits à la bourse, atteignent des taux qu'on ne peut, pour certains, considérer sans vertige, en pensant aux ruines qui suivraient leur chute de pareille hauteur.

Une statistique récente, portant sur l'ensemble des valeurs cotées à la Bourse de Bruxelles, nous fournit des chiffres particulièrement suggestifs permettant de constater la hausse des valeurs et de la comparer et au rendement effectif et à l'élément de valeur escomptée de catégorie de titres de premier rang à titres de second rang.

				Valeur nette totale			
				des coupons		Rendement	
Valeurs aux cours				Exercices	Exercices	sur cours de	
du 3 janv.	du 26 déc.	Hausse.		1921 ou	1922 ou	janv.	déc.
1923	1923	P. c.		1921-22	1922-23	P. c.	P. c.
Titres				(Par 1,000 francs)			
(Par 1,000 francs)							
de premier rang.	3,452,603	4,993,396	44.63	94,963	132,939	2.75	2.66
Titres							
de second rang	2,612,961	4,839,972	85 23	58,052	83,869	2.22	1.73

La fièvre du jeu est une des caractéristiques des époques troublées, des jours de privations ou de leurs lendemains, où chacun cherche à s'étourdir en réclamant la part la plus grande possible de jouissances. Les rentes d'État, les valeurs obligations ont le caractère trop austère pour qu'on leur réserve, à ce moment, des faveurs.

A côté de ces raisons — d'ordre plutôt psychologique — on ne peut faire abstraction de l'élément économique du relèvement du loyer des capitaux.

Les sociétés qui ont besoin de fonds et qui ne peuvent les réclamer aux augmentations de capital — qui remplacent bien souvent aujourd'hui les emprunts obligataires auxquels elles pouvaient faire appel la veille — sont obligées de souscrire à des conditions d'intérêts particulièrement élevées, ou de faire elles-mêmes appel à l'élément spéculatif ou de jeu, sous forme de primes ou de lots.

La défense d'émettre des obligations nettes d'impôts n'a, de l'avis de beaucoup — et nous en sommes —, eu d'autres résultats que d'amener les emprunteurs à élever le taux d'intérêt d'un montant équivalent à ces impôts, existants ou prévus. Le taux d'intérêt au lieu d'être de 5 ou 6 % net de l'impôt de 10 ou 15 % est devenu 6, 7, 8 %.

Question de comptabilité et d'apparences, qui n'aurait rien de grave si ces conditions n'influençaient fatalement le taux de capitalisation de nos anciens emprunts, en entraînant une baisse sur les cours d'émission, et en augmentant la désaffection du public pour ce genre de placement.

Veut-on ajouter à ces causes l'atmosphère de pessimisme que certains en ces derniers temps — dans des buts faciles à comprendre — ont cherché à créer.

Il faudrait, à les en croire, jeter — comme on précipite par les fenêtres un mobilier au cours d'un incendie qui dévore la maison — nos francs et nos rentes. Il faudrait acquérir et des dollars et des livres; ne plus posséder que des « valeurs or » : Des *valeurs or* ce sont des titres de sociétés qui ont des existences matérielles et des existences à l'étranger.

Comme si ces titres prônés, de second rang, constituaient la représentation d'une part indivise dans la propriété d'immeubles, de matériel, de marchandises et devaient jamais fournir matière à une répartition en nature...

Et, d'autre part, n'est-ce point une valeur *or* que tout le patrimoine de l'État. Nos emprunts récents n'ont-ils pas comme contre-valeur la reconstruction du pays. N'avait-on pas qualifié certain de ceux-ci de « restauration nationale » et les titres ne sont-ils plus dénommés dans les transactions boursières de cette qualification si caractéristique de « *briques* » ?

Même là où le franc se dévalorise, les cours des rentes ne subissent pas les mêmes courbes. S' imagine-t-on d'ailleurs que si des mesures de salut public — que certains prophètes de malheurs préconisent — devaient être prises, ce ne seraient pas les valeurs prônées aujourd'hui qui devraient en fournir les premières la matière. Un traitement d'exception ne s'imposerait-il pas en faveur des porteurs de rentes, et surtout de ceux qui ont acquis leurs rentes en francs or.

Que seraient les « valeurs d'espérances et d'illusions » le jour où la rente belge ne vaudrait plus rien.

Mais cela c'est de la raison, et certains ne raisonnent plus, ou bien l'intérêt d'autres est d'empêcher qu'ils raisonnent.

*
* * *

Il emporte de détruire ici une légende, qui représente nos titres de rentes comme les titres d'une dette perpétuelle.

Le tableau documentaire que la Commission a tenu à vous présenter, fera, espérons nous la lumière sur ce point. (*Voir annexe III.*)

Il en résulte {que des rachats opérés en Bourse au moyen des fonds d'amortissement sont échelonnés, pour chaque nature de dette, sur la période à laquelle ils se rapportent (semestre ou année); ils sont arrêtés journellement en tenant compte de l'état du marché des rentes et de l'opportunité, dictée par l'intérêt du Trésor et celui des porteurs, d'intervenir dans une mesure plus ou moins large en vue de maintenir et de régulariser les cours.

L'action de l'amortissement, favorable aux porteurs de rentes, se fera déjà sentir dans un avenir prochain pour les anciennes dettes à 3 %, à raison, d'une part, de l'accroissement continu des fonds qui seront mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, et, d'autre part, de la diminution correspondante du capital des titres restant à amortir.

L'exposé permet de constater encore que les dotations affectées à l'amortissement des emprunts s'accroissent des intérêts des capitaux amortis. Il en résulte que la Caisse d'amortissement dispose annuellement de capitaux de plus en plus importants qui élargissent conséquemment le champ d'action de l'amortissement.

Il convient, en outre, de tenir compte du fait que, en vertu des dispositions légales en vigueur, les rachats s'opèrent au cours du jour, pour autant que ce cours ne dépasse pas le pair. Ces dispositions ont ainsi pour conséquence d'accélérer encore la marche de l'amortissement, principalement lorsque les cours sont bas, comme c'est le cas depuis l'armistice.

Il ne sera pas sans intérêt de citer à ce propos quelques chiffres.

Considérons, par exemple, la plus importante de nos dettes d'avant-guerre, le 3 %, 2^e série, de 1895, qui provient en partie de la conversion du 3 1/2 %.

Le tableau ci-après indique, depuis l'origine et pour certaines époques, le montant des fonds mis à la disposition de la Caisse pour l'amortissement de cette dette (dotation, intérêts des capitaux amortis), ainsi que le capital nominal des titres rachetés au moyen de ces fonds.

Époque.	Dotation.	Intérêts des capitaux amortis.	Total.	Capital nominal des titres amortis.	Observations.
1895	2,345,182 88	297 717 »	2,642,899 88 ⁽¹⁾	337,200 »	⁽¹⁾ Une somme de fr. 2,304,500 41, demeurée sans emploi, a été reversée au Trésor à titre de recette extraordinaire.
1900	3,700,900 26	456,048 »	4,156,948 26	4,303,300 »	
1903	6,834,646 74	1,259,205 »	8,093,851 74	8,062,200 »	
1910	8,203,627 74	2,675,739 »	10,879 366 74	11,614,000 »	⁽²⁾ Y compris un capital de 1,718,900 francs racheté au moyen d'une partie de la dotation du 6 % Consolidation demeurée sans emploi par suite de l'élévation du cours de cette dette au-dessus du pair.
1913	8,616,858 54	3,883,279 »	12,502,137 54	16,090,300 »	
1919	8,996,886 24	4,599,939 »	13,596,825 24	18,228 000 »	
1922	9,002,142 84	6,689,751 »	15,691,893 82	26,842,700 » ⁽²⁾	

L'année 1923 n'a pas été envisagée parce que des rachats seront encore effectués jusqu'au 30 avril 1924 au moyen des fonds mis à la disposition de la Caisse d'amortissement pour le semestre du 1^{er} novembre 1923 au 30 avril 1924.

Notons cependant que les rachats effectués au 31 décembre 1923 s'élèvent en capital nominal à 24,362,800 francs.

Il résulte de tous ces éléments, que de toutes les causes auxquelles on peut rapporter la baisse des cours de nos rentes, il n'en est certainement aucune, qui résiderait en un manque de confiance en la solvabilité de l'État.

Quelque tort que puissent causer à ce crédit les protagonistes des remèdes consistant en un prélèvement sur le capital ou une réduction de la rente, nul ne doute, nul ne pourrait douter, que l'État est à même, davantage encore aujourd'hui qu'hier, à faire face à tous ses engagements. Nos rentes sont solidement garanties, et l'on trouverait difficilement des fonds d'État qui, semblables par exemple à notre 3 %, fourniraient un revenu de 6 %, avec cent pour cent de prime de remboursement.

Grâce à l'action constante et progressive de l'amortissement, jointe à l'influence qu'il faut attendre des autres facteurs généraux, tels que l'amélioration de la situation économique et budgétaire du pays, on peut prévoir avec certitude un avenir assuré pour nos fonds d'État, injustement délaissés en ce moment, malgré la rémunération élevée qu'ils assurent.

Et l'on peut, à la lumière de la raison, dire ceux-ci bien avisés, qui, résistant au tourbillon funeste de la spéculation et aux excitations d'une abominable campagne de dénigrement ou de pessimisme, auront gardé leur confiance dans le crédit national.

* * *

En dehors de cet ordre d'études, l'examen du Budget n'a entraîné de demandes de renseignements que dans une des sections. Elle portait sur un crédit qui a déjà, à maintes reprises, fait l'objet de demandes de renseignements : La rente due par la Belgique au Prince de Waterloo.

Ils sont fournis dans l'annexe ci-jointe. (*Annexe I.*)

Il résulte de cet exposé que la rente dont s'agit est constituée par le placement en rentes de l'État, à capital non exprimé, et abandonné au jour où s'étendra la descendance du prince de Waterloo, du produit de coupes pratiquées sur les biens de son apanage.

Celui-ci continue en outre à jouir des revenus des terres défrichées.

Au moment de la Conférence de la Paix la question s'est posée s'il ne serait pas opportun de profiter de cette occasion pour demander que la Belgique fut déchargée de cette obligation, mais l'examen de cette éventualité amena à une conclusion négative.

Il n'apparaît pas que le rachat de cette rente consumerait — à le supposer possible — une opération dont le profit justifierait la réalisation.

La Commission conclut à l'adoption du projet.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

ANNEXES

I

NOTE CONCERNANT LA RENTE DUE PAR LA BELGIQUE AU PRINCE DE WATERLOO.

Un arrêté du Roi des Pays-Bas, en date du 18 juillet 1815, a conféré à Arthur Wellesley, duc de Wellington, le titre de Prince de Waterloo, ce titre étant transmissible par succession à sa descendance masculine, par ordre de primogéniture.

Un autre arrêté, du 29 septembre 1815, a attaché au titre de prince de Waterloo une dotation d'un revenu annuel d'environ 20,000 florins de Hollande, pour être possédée irrévocablement et à perpétuité par le prince de Waterloo et ses descendants légitimes.

En exécution de cet octroi le revenu de différents bois domaniaux situés en Belgique (entre Nivelles et les Quatre-Bras) et désignés dans le dit arrêté ont été affectés.

Le Prince de Waterloo a été autorisé par arrêté royal du 3 juin 1817 à défricher ces bois sous certaines conditions. Le produit de la vente des arbres devait notamment être employé, dans un délai à fixer, en acquisitions de biens-fonds ou en inscriptions au Grand-Livre de la Dette active, et ces biens-fonds ou inscriptions devaient être réunis à la dotation.

A l'époque de la révolution de 1830, les rentes inscrites au nom du Prince de Waterloo au Grand-Livre de la Dette néerlandaise furent comprises dans la part de cette dette mise à la charge de la Belgique par le traité des XXIV articles.

En 1871, le montant annuel total des inscriptions existantes en dettes à 2 1/2 %, à 3 %, 1^{re} série, et à 4 1/2 %, était de fr. 80,106.14, correspondant à un capital nominal de 2,339,692 francs.

En vertu d'une convention intervenue le 7 juin 1872 entre le Gouvernement belge et le Prince de Waterloo, ces inscriptions furent annulées et remplacées par une seule inscription de fr. 80,106.14, portée sous le n° 3 au Grand-Livre des rentes sans expression de capital, et dont les arrérages étaient payables à Bruxelles en deux termes égaux, le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre.

Elle était libellée comme il suit :

« Wellington (La Grâce Arthur-Richard ⁽¹⁾, duc de) prince de Waterloo ».

(1) Arthur Wellesley, duc de Wellington, est décédé en 1852 ; la propriété de la dotation a été recueillie successivement par Arthur-Richard, duc de Wellington (décédé en 1884), par Henry Wellesley, duc de Wellington (décédé en 1900) et par Arthur-Charles Wellesley, duc de Wellington (titulaire actuel).

Aux termes de cette convention, « seront inscrites de même les rentes qui seraient ultérieurement acquises par S. G. le Prince de Waterloo en exécution de l'arrêté royal du 3 juin 1817 ».

Par application, de cette disposition, trois rentes ont été inscrites ultérieurement au dit Grand-Livre, en représentation du prix de vente de terrains dont l'emprise a été nécessitée par la construction de chemins de fer, savoir :

1° N° 4, rente	fr. 492 »
2° N° 5, rente	35 89
3° N° 6, rente	3 47

Les diverses inscriptions dont il s'agit ci-dessus ont été réunies, avec la jouissance du 1^{er} novembre 1909, en une seule inscription, au montant annuel de fr. 80,637.50, prise sous le n° 7, au Grand-Livre des rentes sans expression de capital, au nom de « Wellington (S. G. Arthur-Charles Wellesley, duc de), Prince de Waterloo ».

Cette rente est émargée de la mention suivante : « Cette rente, inaliénable, dont les arrérages seront payés le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre, fait partie de la dotation du Prince de Waterloo, en vertu de l'arrêté du 18 juillet 1815, de la loi du 29 septembre suivant et conformément à l'arrêté royal du 3 juin 1817. »

II

DETTE PUBLIQUE.

Situation au 31 décembre 1923.

DESIGNATION DES DETTES.	CAP1			
	DETTE EXTÉRIEURE			
	Francs français.	Livres sterling.	Dollars E-V.	Dollars Can.
I. — Dette consolidée.				
a) Intérieure.				
Dettes à 2 1/2 %	»	»	»	»
Id. à 3 % 1 ^{re} série	»	»	»	»
Id. à 3 % 2 ^e id.	»	»	»	»
Id. à 3 % 3 ^e id.	»	»	»	»
Id. à 3 % du chef de servitudes militaires. . .	»	»	»	»
Emprunt à 5 % de Restauration nationale . . .	»	»	»	»
Id. 5 % à Prime de 1920	»	»	»	»
Id. 6 % de Consolidation	»	»	»	»
Bons décennaux 5 % de 1922	»	»	»	»
	»	»	»	»
b) Extérieure.				
Dettes à 3 % 4 ^e série	»	8,341,320	»	»
Emprunt à 7 1/2 % émis aux Etats-Unis	»	»	44,000,000	»
Id. à 8 1/2 % id.	»	»	25,875 000	»
Id. à 6 1/2 % émis en France	400,000,000	»	»	»
Obligations françaises de la Défense Nationale délivrées en échange de Bons du Trésor échus.	56,254,200	»	»	»
Frais d'internement de troupes belges en Hollande.	»	»	»	»
	456,254,200	8,341,320	69,875,000	»
II. — Dette indirecte.				
Capitalisation des annuités dues pour le rachat de chemins de fer	»	»	»	»
Capitalisation des annuités dues au Crédit com- munal	»	»	»	»
Emprunt 4 % à lots de la Fédération des coopé- ratives pour dommages de guerre	»	»	»	»
Emprunt 5 % à lots de 1922 de la Fédération des coopératives des dommages de guerre	»	»	»	»
Emprunt 5 % à lots de 1923 de la Fédération des coopératives pour dommages de guerre . . .	»	»	»	»
Obligations à 4 % et à 6 % de la Société anonyme « Lord-Royal belge »	»	»	»	»
	»	»	»	»

TAUX.			Charges. (Intérêt et amortiss.)		Observations.
PAYABLE EN	Francs belges et monnaies étrangères calculées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères au cours du 18 déc. 1923.	Article du Budget (1924.)	Montant par article du Budget.	
Florins E-B.					
»	219,959,631	219,959,631	D. O. 1	5,498,990 78	Dotation de 3.30 % calculée sur les capitaux primitivement émis au 31 décembre 1922.
»	492,714,075	492,714,075	— 5	17,933,010 76	
»	2,733,502,782	2,733,502,782	— 6	99,023,571 30	
»	232,136,300	232,136,300	— 7	8,511,657 »	
»	1,567,193	1,567,193	— 30	47,015 30	
»	1,697,591,700	1,697,591,700	— 9	(1) 93,468,234 »	(1) Dotation 5.50 % calculée sur les capitaux émis primitivement au 31 décembre 1922. (2) Évaluation de la charge de 5.90 % sur un capital de 120,286,100 francs émis en 1923 ou à émettre en 1924.
»	2,445,646,000	2,445,646,000	— 20	(2) 6,500,000 »	
»	2,445,646,000	2,445,646,000	— 10	136,515,625 »	
»	1,995,642,700	1,995,642,700	41	(3) 124,331,590 30	
»	769,743,000	769,743,000	20	(4) 12,500,000 »	
»			19	38,487,150 »	(3) Dotation de 6.35 % calculée sur les capitaux émis au 31 décembre 1922.
»	10,588,503,381	10,588,503,381	»	542,818,864 44	(4) Évaluation de la charge de 6.35 % d'un capital nominal de 153,293,200 francs émis en 1923 ou à émettre en 1924.
»	210,368,090	799,515,522	D. O. 1	41,700,000 »	
»	227,720,000	967,450,000	— 12	99,450,000 »	
»	134,032,500	568,926,562	— 13	66,825,000 »	
»	400,000,000	457,800,000	— 14	29,900,000 »	
»	56,454,200	64,382,932	— 16	3,200,000 »	
44,583,000	94,070,130	374,051,370	— 15	32,400,000 »	
44,583,000	1,122,644,920	3,232,126,386	»	278,475,000 »	
»	453,342,000	453,342,000	D. O. 22	27,563,082 19	
»	613,875,201	613,875,201	D. O. 29	14,910,000 »	
»	999,795,000	999,795,000	D. R. 6	17,750,849 27	
»	999,795,000	999,795,000	D. R. 1	47,097,800 »	
»	999,815,000	999,815,000	— 2	57,201,650 »	
»	1,000,000,000	1,000,000,000	— 3	57,896,000 »	
»	97,585,000	97,585,000	D. O. 23	6,011,660 »	
»	4,164,412,201	4,164,412,201	»	228,431,041 46	

DÉSIGNATION DES DETTES.	CAPIT			
	DETTE EXTÉRIEURE			
	Francs français.	Livres sterling.	Dollars E.-V.	Dollars Can.
III. — Dette flottante.				
<i>a) Intérieure.</i>				
Bons décennaux pour le retrait des mares à Eupen-Malmédy	»	»	»	»
Bons du Trésor ordinaires et escomptés	»	»	»	»
Bons du Trésor 5 % à 5 ans, délivrés en échange des Bons monétaires	»	»	»	»
Bons du Trésor à 4 1/2 % remplaçant la Dette Interprovinciale à 3 %	»	»	»	»
Dette Interprovinciale à 5 %	»	»	»	»
Bons du Trésor 5 % à 5 ans délivrés en échange des Bons Interprovinciaux échus le 10 décembre 1923	»	»	»	»
Avoir des particuliers en comptes chèques-postaux	»	»	»	»
	»	»	»	»
<i>b) Extérieure.</i>				
Crédits anglais de reconstruction nationale	»	9,000,000	»	»
Canada : Achat de chevaux et mulets	»	930,480	»	»
Achats de stocks américains	»	»	27,534,609 98	»
Bons du Trésor 6 % émis aux États-Unis	»	»	18,600,000 »	»
Achat de locomotives américaines	»	»	8,559,445 09	»
Achat de viande congelée (1),	»	»	2,284,151 40	»
Canada : Crédits d'exportation (1)	»	»	»	2,181,605 21
Crédits réciproques franco-belges	118,000,000	»	»	»
	118,000,000	9,930,480	56,978,206 47	2,181,605 21
IV. — Titres à 5 % délivrés du chef de la réparation des dommages de guerre .	»	»	»	»
V. — Avances des Alliés depuis l'armistice.				
France	241,024,890	»	»	»
États-Unis	»	»	175,430,808 68	»
	241,024,890	»	175,430,808 68	»
VI. — Avances de la Banque Nationale	»	»	»	»
TOTAL DE LA DETTE fr.	815,279,050	18,271,800	302,284,015 15	2,181,605 21

Cours auxquels les contrevaleurs des dettes étrangères ont été calculées.

	Pair monétaire	Cours du 28 décembre 1923.
Fr. fr.	100	114.45
£.	25.52	95.85
\$ E.-U.	5.18	21.98 3/4
\$ Can.	5.18	21.50
Fl. P.-B.	2.11	8.39

D. O. = Budget de la Dette publique. Dépenses ordinaires.

D. R. = Budget de la Dette publique. Dépenses recouvrables.

TAUX.			Charges. (Intérêt et amortiss ^t .)		Observations.		
PAYABLE EN		Francs belges et monnaies étrangères cal- culées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères au cours du 18 déc. 1923.	Article du Budget (1924).		Montant par article du Budget.	
	Florins E.B.						
	»	45,000,000	45,000,000	D. O. 17	2,250,000 »	Aucune charge.	
	»	4,133,303,000	4,133,303,000		196,000,000 »		
	»	1,879,405,300	1,879,405,300	D. O. 18	93,970,265 »		
	»	480,000,000	480,000,000	D. R. 4	7,200,000 »		
	»	1,717,800,000	1,717,800,000	D. R. 4	93,430,000 »		
	»	34 100,000	34,100,000				
	»	678,749,490	678,749,490	»	»		
	»	8,968 357.790	8,968,357,790	»	392,850 265 »		
	»	226,980,000	862,650,000	D. O. 20	103,000,000 »		(1) Les intérêts à courir depuis l'émission jusqu'à l'échéance sont payables à cette dernière date; aucune charge n'est donc impu- table sur le Budget de 1924.
	»	23,466,706	89,186,508				
	»	142,629,280	605,417,237				
	»	96,348,000	408,967,500				
	»	44,337,926	188,200,799				
	»	11,831,904	50,222,779	»	»		
	»	11,300,715	46,904,512	»	»		
	»	118,000,000	135,051,000	»	»		
	»	674,894,531	2,386,600,335	»	103,000,000 »	(2) Y compris les intérêts arriérés.	
	»	2,874,113,900	2,847,113,900	D. R. 5	183,000,000 (2) »		
	»	241,024,890	275,852,986	»	» (3)	(3) Aucune charge n'est prévue au Budget pour les avances des alliés.	
	»	908,731,589	3,857,284,906	»	»		
	»	1,149,756,479	4,133,137,892	»	»		
	»	5,300,000 000	5,300,000,000	D. O. 31	10,000,000 »		
	44,583,000	34,815,683.202	41,620,251,885	»	1,740,575,170 90		

III

NOTE SUR L'AMORTISSEMENT DES DETTES DE L'ÉTAT.

L'article 4 de la loi du 15 novembre 1847, organique de la Caisse d'amortissement des dettes de l'État sont effectués dans les limites déterminées par les lois spéciales ou par les contrats passés avec les bailleurs.

Pour la clarté de l'exposé du fonctionnement de notre système d'amortissement, la classification suivante a été adoptée en ce qui concerne les emprunts de l'État :

A. — Emprunts émis en Belgique, savoir :

Emprunt à 2 1/2 %.	
Id.	3 %, 1 ^{re} série
Id.	3 %, 2 ^e série
Id.	3 %, 3 ^e série
Id.	5 %, de la Restauration Nationale
Id.	5 %, Intérieur à prime
Id.	6 %, de Consolidation de 1921.

B. — Emprunts émis à l'étranger, savoir :

Emprunt à 3 %, 4 ^e série, émis à Londres en 1914;	
Id.	7 1/2 %, de 50 millions de dollars, émis aux États-Unis d'Amérique en 1920;
Id.	8 %, de 30 millions de dollars, émis aux États-Unis d'Amérique en 1921;
Id.	6 1/2 %, de 400 millions de francs français, émis en France en 1923.

A. — Emprunts émis en Belgique.

Considérons d'abord les emprunts amortissables par voie de rachats à la Bourse; ce sont : l'Emprunt à 2 1/2 %.

L'emprunt à 3 %, 1 ^{re} série.	
Id.	3 %, 2 ^e série.
Id.	3 %, 3 ^e série.
Id.	5 %, Restauration Nationale.
Id.	6 %, Consolidation 1921.

Les fonds affectés à l'amortissement de ces dettes sont constitués au moyen de dotations annuelles que viennent accroître les intérêts des capitaux amortis. Ces fonds sont mis semestriellement à la disposition de la Caisse d'amortissement par imputation sur les crédits inscrits chaque année au Budget de la Dette publique.

La dotation est fixée comme suit pour ces différentes dettes :

3 % ₀ , 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e séries	30 % des capitaux émis.
5 % ₀ , Restauration Nationale	50 % id.
6 % ₀ , Consolidation 1921	35 % id.

La dette 2 1/2 %₀ n'a pas de dotation qui lui soit propre, mais le Gouvernement a la faculté d'affecter à son extinction les fonds d'amortissement des autres dettes susmentionnées qui seraient demeurés sans emploi.

La dette 2 1/2 %₀, on le sait, dérive de l'exécution des paragraphes 2 à 6 inclus de l'article 63 du traité du 5 novembre 1842.

L'amortissement s'opère, comme il est dit plus haut, par rachats à la Bourse de Bruxelles, au cours du jour.

Si le cours dépasse le pair, l'action de l'amortissement est suspendue et les sommes demeurées sans emploi pendant tout un semestre sont, en ce qui concerne les dettes 3 %₀, portées en recette au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires.

La loi du 24 avril 1902 (art. 2), modifiée par celles des 18 février 1903 et 26 décembre 1904, a institué une dotation supplémentaire de 3.30 %₀ du total des sommes qui auront été ainsi successivement rattachées au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires. Cette dotation supplémentaire est elle-même consacrée à des rachats de titres à la Bourse, au cours du jour, ou portée en recette au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires; dans le premier cas, elle s'accroîtra des intérêts des titres rachetés.

En ce qui concerne les dettes 5 %₀, Restauration Nationale, et 6 %₀, Consolidation, un projet de loi sera prochainement déposé, qui stipulera que les sommes demeurées sans emploi pendant tout un semestre seront affectées, pendant le semestre suivant, au rachat à la Bourse des dettes 2 1/2 %₀, 3 %₀, 1^{re}, 2^e et 3^e séries, et, suivant le cas, de la dette 5 %₀, Restauration Nationale.

Le remboursement au pair des obligations 5 %₀, Restauration Nationale, ne pourra avoir lieu avant le 1^{er} juin 1934.

En cas de création de nouvelles dettes à 5 %₀ ayant les mêmes conditions d'amortissement et les mêmes termes de paiement des intérêts, les dotations des diverses dettes pourront être confondues.

D'autre part, il ne pourra être procédé, avant le 15 octobre 1934, au remboursement anticipatif des obligations de l'emprunt 6 %₀ de consolidation. Les obligations de cet emprunt devront être acceptées, si le porteur le demande, au taux de leur émission, soit pour 99 francs par 100 francs de capital nominal, plus les

intérêts courus, en paiement des termes de tout emprunt consolidé qui serait émis avant le 1^{er} juillet 1926.

Actuellement, les fonds d'amortissement sont intégralement employés au rachat de titres.

La Caisse d'amortissement reverse semestriellement au Trésor les seuls excédents qui sont insuffisants pour acquérir une coupure minimum.

Emprunts amortissables par voie de tirages au sort.

Il n'existe qu'un seul emprunt de cette nature : c'est l'emprunt intérieur 5 %, à prime, amortissable en septante-cinq ans, par voie de tirages au sort annuels, conformément au tableau-type d'amortissement dressé pour une série d'un million d'obligations, et qui est annexé à l'arrêté royal du 27 janvier 1920.

Les obligations sorties aux tirages au sort sont remboursables avec prime de 50 % de leur valeur nominale, soit à raison de 750 francs par obligation de 500 francs. Leur remboursement anticipatif ne peut avoir lieu avant le 15 mai 1940. A partir de cette date, il pourra être procédé au remboursement obligatoire, par anticipation, des obligations restant en circulation : dans ce cas, les tirages cesseront et toutes ces obligations seront remboursées par une même somme représentant leur valeur nominale augmentée de la valeur moyenne des primes ramenées, au taux de 5 %, à la date fixée pour le remboursement anticipé.

Les tirages au sort pour l'amortissement des obligations sont effectués le 1^{er} mars de chaque année, au Ministère des Finances, en présence d'un délégué de l'Administrateur-Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique et d'un délégué de la Cour des Comptes. Le premier tirage a eu lieu le 1^{er} mars 1921.

Il est amorti chaque année, pour chacune des séries complètes d'obligations, un nombre de titres égal à celui qui est mentionné au tableau-type d'amortissement. Les titres sont appelés au remboursement par groupes de 50 obligations, les mêmes numéros étant remboursables dans toutes les séries émises.

Les obligations sorties sont remboursées à partir du 15 mai qui suit la date du tirage.

Les remboursements de l'espèce sont effectués sans l'intervention de la Caisse d'amortissement et sont imputés directement sur les crédits adéquats du Budget de la Dette publique.

B. — Emprunts émis à l'étranger.

Emprunt 3 %, 4^e série.

L'emprunt 3 %, 4^e série, émis à Londres en 1914, est amortissable en 25 ans, conformément au tableau-type annexé à l'arrêté ministériel du 2 février 1914 pris en exécution de l'arrêté royal de la même date.

L'amortissement s'opère par rachats à la Bourse de Londres, au cours du jour, ou, en cas d'élévation du cours au-dessus du pair net, par tirages au sort; jusqu'ici, l'on n'a pas dû recourir à ce second mode d'amortissement.

La dotation d'amortissement, correspond exactement au coût des titres rachetés, augmenté des frais de courtage, de timbre, etc., est mise à la disposition de la Caisse d'amortissement, après que celle-ci a justifié à la Cour des Comptes le coût des rachats effectués, par imputation sur le crédit *ad hoc* inscrit au Budget de la Dette publique.

Emprunt 7 1/2 % émis aux États-Unis d'Amérique.

L'emprunt 7 1/2 %, de 50 millions de dollars, émis aux États-Unis d'Amérique en 1920, est amortissable en vingt-cinq années. Les obligations sont remboursables avec prime de 15 %, soit 115 % de la valeur nominale.

Une somme qui ne pourra être inférieure à 2,300.000 dollars (s 2,300.000), dit la convention, est consacrée, chaque année à partir de l'année 1921, au remboursement des obligations au taux ci-dessus de 115 %.

Les numéros des obligations à rembourser sont désignés par des tirages au sort effectués chaque année aux États-Unis d'Amérique par les soins des banquiers, preneurs de l'emprunt.

Le remboursement des titres amortis est effectué en dollars or des États-Unis d'Amérique, aux caisses de MM. J.-P. MORGAN et C^o et de la *Guaranty Trust Company of New-York*.

La contre-valeur en francs belges de la somme de 2.300 000 dollars nécessaires pour le service de l'amortissement est payé directement par imputation sur les crédits adéquats du Budget de la Dette publique. La Caisse d'amortissement n'intervient donc pas pour l'amortissement de cet emprunt.

Il est alloué aux banquiers une commission de 1/16 % des paiements pour l'amortissement; toutes les dépenses occasionnées par l'administration du fonds d'amortissement doivent leur être remboursées par le Trésor.

Emprunt 8 % émis aux États-Unis d'Amérique.

L'emprunt 8 %, de 30 millions de dollars, émis aux États-Unis d'Amérique en 1921, est d'une durée maximum de vingt ans.

Les obligations sont remboursables au plus tard le 1^{er} février 1941, avec prime de 7 1/2 %, soit sur le pied de 107 1/2 % de leur valeur nominale.

Il est pourvu à leur amortissement ou à leur remboursement de la manière suivante :

Les fonds d'amortissement de l'emprunt sont mis à la disposition des preneurs de l'emprunt (MM. J.-P. MORGAN et C^o et la *Guaranty Trust Company of New-York*), à l'intervention de la Caisse d'amortissement, par versements trimestriels de 403.125 dollars. Ces versements seront effectués, aussi longtemps que des

obligations resteront en circulation, respectivement le 1^{er} février, le 1^{er} mai, le 1^{er} août et le 1^{er} novembre de chaque année, et pour la première fois le 1^{er} mai 1921.

Ils sont employés par les preneurs de l'emprunt, au mieux des intérêts du Trésor belge, au rachat des obligations à concurrence d'un capital nominal de 1,500,000 dollars par année à un prix n'excédant pas en principal 107 $\frac{1}{2}$ % de la valeur nominale des dites obligations. L'excédent des fonds d'amortissement sur les sommes ainsi employées est, après le rachat dudit capital annuel de 1,500,000 dollars, porté au crédit du Trésor belge par les preneurs de l'emprunt.

La partie des fonds d'amortissement qui, au 15 décembre de chacune des années 1925 à 1940, n'aura pu être utilisée pour le rachat des obligations aux conditions énoncées ci-dessus, sera affectée, le 1^{er} février suivant, au remboursement, à raison de 107 $\frac{1}{2}$ % de leur valeur nominale, des obligations restant à racheter; dans ce cas, les obligations à rembourser seront désignées par des tirages au sort effectués aux États-Unis par les soins des preneurs de l'emprunt.

Le Ministre des Finances pourra procéder le 1^{er} février 1931, ou à toute époque d'échéance ultérieure des intérêts, au remboursement anticipatif de tout ou partie des obligations restant en circulation, au taux de 107 $\frac{1}{2}$ % de leur valeur nominale, moyennant un préavis de quarante-cinq jours donné aux preneurs de l'emprunt.

En cas de remboursement anticipatif partiel, les obligations à rembourser seront désignées par voie de tirages au sort à effectuer aux États-Unis par les preneurs de l'emprunt.

Le remboursement des titres amortis par tirages au sort auront lieu, aux caisses des preneurs de l'emprunt, en dollars-or des États-Unis d'Amérique à l'éalon de poids et de fin existant au 1^{er} février 1921.

Il est alloué aux banquiers une commission de un seizième pour cent du principal des obligations rachetées ou remboursées; toutes les dépenses résultant de l'administration du fonds d'amortissement leur sont remboursées.

Sur les sommes se trouvant au fonds d'amortissement pendant sept jours ou plus, il est accordé au Trésor un intérêt inférieur de 2 % au taux de l'escompte de la « Federal Reserve Bank », pour les acceptations de banques, sans que cet intérêt puisse être inférieur à 2 %.

Emprunt 6 1/2 % émis en France.

Un emprunt 6 $\frac{1}{2}$ %, de 400,000,000 de francs français, a été émis en 1923.

Les obligations de cet emprunt seront remboursables, aux caisses des établissements désignés par le Ministre des Finances, au pair de leur valeur nominale, par voie de tirages au sort annuels, en une période de quinze années commençant le 15 août 1928, conformément au tableau d'amortissement annexé à l'arrêté royal du 25 août 1923.

Lorsque le cours net, déduction faite du prorata d'intérêt couru, ne dépassera pas le pair, le Ministre des Finances pourra racheter en Bourse les obligations à amortir. Dans ce cas, la fraction de l'annuité affectée à l'amortissement sera consacrée en totalité aux rachats, les obligations ainsi rachetées en surplus du nombre prévu au tableau d'amortissement étant imputées sur les titres à amortir en dernier lieu.

A partir du 15 août 1933, et moyennant un préavis de six mois, il pourra être procédé au remboursement au pair, en une seule fois, du solde des obligations restant en circulation.

Les tirages au sort pour l'amortissement seront effectués à Bruxelles, au Ministère des Finances, dans le courant du mois de juin de chaque année, et pour la première fois en 1929, par un délégué du Ministre des Finances, en présence d'un délégué de l'Administrateur-Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique et d'un délégué de la Cour des Comptes.

Les numéros des obligations sorties seront publiés, au plus tard le 1^{er} août suivant le tirage, dans deux journaux français et dans le *Moniteur Belge*.

Eventuellement, les numéros des obligations rachetées à la Bourse pour l'amortissement seront publiés annuellement dans les mêmes journaux.

Les obligations sorties aux tirages au sort seront remboursables au pair à partir du 15 août suivant chaque tirage; elles cesseront de porter intérêt à partir de cette date; le montant des coupons manquant aux obligations présentées au remboursement sera déduit du capital à rembourser.

Les obligations qui n'auront pas été présentées au remboursement dans un délai de trente années à compter de la date d'exigibilité du capital seront prescrites au profit du Trésor.

Annulation des titres amortis.

Conformément à l'article 6 de la loi du 15 novembre 1847, les titres de la Dette publique rachetés ou sortis aux tirages au sort pour l'amortissement, sont annulés au moment où ils sont retirés de la circulation, pour être ensuite brûlés par les soins de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

Cette dernière opération se fait publiquement par un fonctionnaire du Département des Finances, que le Ministre désigne à cette fin, et en présence du délégué de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement, d'un membre de la Cour des Comptes et des prêteurs, lorsque l'intervention de ces derniers est requise par les contrats passés avec eux.

Il est dressé procès-verbal du brûlement; un extrait de cet acte est immédiatement inséré au *Moniteur*.

Depuis l'année 1914, aucun brûlement de titres amortis n'a été effectué.

Reprise par l'État du service des intérêts et de l'amortissement des obligations émises par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge ».

Bien que la présente note n'ait trait qu'à l'amortissement des dettes *directes* de l'État, il importe cependant, au point de vue des opérations de la Caisse d'amortissement, de dire un mot de la loi du 10 août 1923, en vertu de laquelle l'État prend à sa charge, à partir de l'échéance du 1^{er} juillet 1923, le service des intérêts et de l'amortissement des obligations émises par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », non amorties par les tirages au sort à la date du 1^{er} janvier 1923.

Deux émissions ont été faites, savoir :

- Obligations à 4 %, série A, émises en 1917 ;
- Obligations à 6 %, série B, émises en 1921.

L'arrêté royal du 20 octobre 1923, prise en exécution de la loi susvisée, stipule en son article 3 que l'amortissement des obligations dont la charge est assumée par l'État aura lieu par voie de rachat ou de tirage au sort, à la convenance de l'État, conformément aux tableaux d'amortissement, approuvés par les arrêtés ministériels du 30 décembre 1917 et du 26 avril 1921.

La Caisse d'amortissement est chargée d'opérer les rachats à la Bourse.

Les tirages au sort éventuels pour l'amortissement seront effectués annuellement à Bruxelles, par un délégué du Ministre des Finances, en présence d'un délégué de l'Administrateur-Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique et d'un délégué de la Cour des Comptes, savoir :

Dans le courant du mois de juin, pour les obligations à 4 %, série A ;

Dans le courant du mois de décembre pour les obligations à 6 %, série B.

Les obligations sorties aux tirages au sort seront remboursables au pair, soit à raison de 1,000 francs par titre, à partir du 1^{er} du mois qui suit la date des tirages. Elles cessent de porter intérêt à partir du jour fixé pour leur remboursement ; le montant des coupons manquants sera bonifié au Trésor.

Le Gouvernement se réserve la faculté de rembourser anticipativement, à partir du 1^{er} janvier 1932, au pair de leur valeur nominale, tout ou partie des obligations série B à 6 % en circulation. Tout remboursement anticipé devra coïncider avec l'une des échéances semestrielles des coupons et sera annoncé six mois à l'avance par la voie du *Moniteur belge* et des journaux.

Les obligations remboursées seront brûlées en présence d'un délégué du Ministre des Finances et d'un membre délégué de la Cour des Comptes ; il sera dressé procès-verbal de cette opération.

Les obligations remboursables postérieurement au 1^{er} janvier 1923, qui n'auront pas été présentées au paiement dans un délai de trente années à compter de la date fixée pour leur remboursement, seront prescrites au profit du Trésor.

IV

TABLEAU RÉSUMANT LES OPÉRATIONS EFFECTUÉES POUR L'AMORTISSEMENT DES DETTES DIRECTES DE L'ÉTAT ET DES OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME « LLOYD ROYAL BELGE ».

Le tableau ci-après donne, pour chacune des dettes dont il est question plus haut, le capital nominal des titres émis, des titres rachetés ou sortis aux tirages au sort, des titres brûlés, ainsi que des sommes qui ont été affectées à leur amortissement.

NATURE DES DETTES.	Titres émis.	Titres amortis par voie de rachats ou de tirages au sort.	Titres brûlés.
1	2	3	4
<i>Emprunts émis en Belgique.</i>			
2 1/2 %	389,417,631 74	169,458,000 » (1)	»
3 %, 1 ^{re} série	543,485,175 »	50,771,400 »	22 32,000 »
3 %, 2 ^e série	3,000,714,282 22	267,211,500 »	117,855,900 »
3 %, 3 ^e série	257,929,000 »	25,792,700 »	10,332,200 »
5 % Restauration Nationale	1,741,653,800 »	44,062,400 »	»
5 % Intérieur à prime	2,468,296,000 »	22,650,000 »	»
6 % Consolidation 1921	2,035,223,700 »	9,581,000 »	»
<i>Emprunts émis à l'étranger.</i>			
3 %, 4 ^e série	302,640,000 » (2)	92,143,809 60	»
7 1/2 % aux États-Unis	259,000,000 » (3)	31,080,000 (3)	»
8 % aux États-Unis	155,400,000 » (5)	19,425,000 (5)	3 885,000 » (4)
6 1/2 % en France.	400,000,000 »	»	»
<i>Obligations émises par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », dont l'amortis- sement est assumé par l'État.</i>			
4 %, série A (émission de 1917).	23,914,000 »	207,000 »	»
6 %, série B (émission de 1921).	74,274,000 »	396,000 »	»
	98,188,000 »	603,000 »	»
TOTAL GÉNÉRAL fr.	11,621,947,588 96	732,780,209 60	154,805 100 »

Titres restant en circulation au 1 ^{er} janvier 1924. (Différence entre les colonnes 2 et 3.)	Sommes affectées à l'amortissement.	OBSERVATIONS.
5	6	7
249,959,631 74 492,714,075 » 2,733,502,782 22 232,136,300 » 1,697,591,700 » 2,445,646,000 » 1,995,642,700 »	84,686,000 » 39,647,938 07 206,761,003 57 20,196,785 73 37,269,799 67 33,975,000 » 12,510,556 96	(1) Ce chiffre comprend : 1^o Un capital nominal de . . fr. 169,312,000 » racheté conformément au § 7, 2^o alinéa. de l'article 63 du traité du 5 novembre 1842, capital inscrit au Grand-Livre de la dette 2 1/2 %. 2^o Un capital de . . . fr. 146,000 » inscrit au même Grand-Livre, au nom de S. G. le duc de Wel- lington, qui a été annulé et transformé en rente, sans dési- gnation de capital, en vertu de la convention du 7 juin 1872, intervenue entre l'Etat belge et le titulaire de cette inscription. TOTAL. . . fr. 169,458,000 »
210,494,290 40 227,920,000 » (2) 135,975,000 » (3) 400,000,000 »	98,099,956 95 101,907,250 » 59,342,144 10 »	(*) La valeur de la livre a été fixée à fr. 25.22. (2) La valeur du dollar a été fixée à fr. 5.18. (4) Titres provisoires détruits aux Etats-Unis et pour lesquels il n'a pas été créé de titres définitifs.
10,791,582,379 36 23,707,000 » 73,878,000 »	694,366,437 05 207,000 » 387,270 67	
97,585,000 »	594,270 67	
10,889,167,379 36	694,960,707 72	

(26)

V**TABLEAUX DES DETTES INDIRECTES DE L'ÉTAT.**

- A.* — Annuités afférentes aux titres au porteur créés par les Sociétés de chemins de fer dont les concessions ont été rachetées par l'État.
- B.* — Annuités à payer directement aux Sociétés du chef du rachat de leurs concessions.
- C.* — Autres annuités :
- 1° Emprunts de la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre ;
 - 2° Emprunt pour règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges ;
 - 3° Annuités pour service des deux emprunts du Crédit communal.

Dette

A. — Annuités des titres au porteur dont le service

SOCIÉTÉS.	Date de la loi de reprise par l'État.	Nature des titres.	Valeur nominale des titres.	Taux.
Anvers-Gand.	27 juin 1897	actions privilégiées	500	3 %
	id.	obligations 1 ^{re} série	id.	id.
	id.	id. 2 ^e série	id.	id.
Eecloo-Gand.	id.	obligations	id.	id.
Liège-Maestricht	16 avril 1898	id.	id.	id.
Tongres-Bilsen	id.	id.	id.	id.
Liégeois-Limbourgeois	id.	obligations 1 ^{re} série	id.	id.
	id.	id. 2 ^e série	id.	id.
	id.	obligations	id.	id.
Est-Bolge	id.	id.	1,000	4 1/2 %
Charleroi-Louvain	id.	id.	500	3 %
Anvers-Rotterdam	9 mai 1898	id.	id.	id.
Entre-Sambre-et-Meuse	id.	id.	1,000	4 %
	id.	id.	id.	4 1/2 %
	id.	id.	id.	id.
Grande Compagnie du Luxembourg	15 mars 1873	actions privilégiées	500 (remboursables par 600 francs)	5 %
Flandre occidentale	18 août 1907	actions	700	3 %
	id.	obligations	500	id.
	20 mai 1912	id.	id.	id.
Maeseyck.	id.	actions privilégiées	id.	4 %
	id.	actions ordinaires	id.	3 %
	conventions :	obligations, série B	1,000	2 1/2 %
Caisse d'Annuités dues par l'État	23 avril-3 juin 1870	id. id.	1,000-500-100	3 %
	23 févr.-9 août 1871	id. id.	1,000	4 %
	1-26 juin 1877 (*)	obligations, série A	id.	4 1/2 %
	—	id. id.	id.	2 1/2 %
	—	id. id.	1,000-500-100	3 %
	—	id. id.	1,000-500-100-20	4 %
	—	obligations, série B	1,000-500-100	4 1/2 %

Les tirages au sort pour l'amortissement des titres mentionnés ci-dessus ont lieu annuellement dans le courant du mois indiqué à la colonne 7; les tirages sont effectués à Bruxelles par un délégué du Ministre des Finances en présence de l'Administrateur-Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique ou de son délégué et d'un membre délégué de la Cour des Comptes.

Il est dressé procès-verbal de ces opérations.

indirecte.

des intérêts et de l'amortissement est assuré par l'État.

Capital nominal en circulation au moment de la reprise.	Capital amorti par tirages au sort.	Capital restant en circulation au 31 décembre 1923.	Dates des tirages.	Dates du remboursement des titres.	Dernière année de tirage.	Observations.
1 674,000	882,000	792,000	Octobre.	1 ^{er} janvier suivant.	1935	
1,087,500	573,000	514,500	Id.	Id.	1935	
852,000	449,000	403,000	Id.	Id.	1935	
1,694,500	506,000	1 188,500	Id.	Id.	1949	
3,626,500	987,500	2,639,000	Novembre.	Id.	1951	
386,000	386,000	—	Mai.	1 ^{er} juillet suivant.	1912	
4,343,500	1,163,500	3,180,000	Id.	Id.	1953	
16,886,000	3,833,000	13,053,000	Id.	Id.	1955	
23,844,000	8,980 000	14,864,000	Décembre.	1 ^{er} février et 1 ^{er} août suivants.	1944	
196,000	196,000	—	Id.	1 ^{er} janvier et 1 ^{er} juillet suivants.	1916	
26,256,000	6,961,500	19,294,500	Septembre.	1 ^{er} novembre suivant.	1966	
915,000	355,000	560,000	Mai.	1 ^{er} juillet suivant.	1942	
231,000	231,000	—	Id.	Id.	1913	
1,018,000	886,000	132,000	Id.	Id.	1925	
187,200	49,200	138,000	Décembre.	1 ^{er} janvier suivant.	1949	
33,600,000	6,974,100	26,625,900	Novembre.	Id.	1948	
17,417,000	6,535,000	10 882,000	Avril.	1 ^{er} juillet suivant.	1944	
949,000	949,000	—	Août.	1 ^{er} octobre suivant.	1923	
700,000	56,500	643,500	Octobre.	1 ^{er} janvier suivant.	1963	
2,000,000	210,000	1,790,000	Id.	Id.	1963	
600,000	214,000	386 000	Id.	Id.	1940	
11,016,800	3,719,700	7 297,100	Id.	Id.	1940	
62,000	19 000	43,000	Id.	Id.	1940	
871,000	248 000	623,000	Id.	Id.	1940	
3,397,000	708,000	2 689,000	Id.	Id.	1966	
166,804,200	31,382,200	135,422,000	Id.	Id.	1966	
8,791,160	1,654,960	7,136,200	Id.	Id.	1966	
8,116,800	965,200	7,151,600	Id.	Id.	1966	

(1) Capital fixé définitivement à la date du 1^{er} juillet 1908.

Pour les sommes payées pour les portions d'annuités attribuées à la Société du Chemin de fer du Haut et du Bas-Flénu ainsi qu'à la Compagnie du Nord, pour le loyer de la ligne de Saint-Ghislain. (Voir tableau B.)

Les titres amortis sont remboursables, à leur valeur nominale, à partir de la date mentionnée à la 8^e colonne, ils cessent de produire intérêt dès le jour de l'exigibilité du capital. Le montant des coupons manquants doit être bonifié au Trésor. Les titres désignés pour l'amortissement et remboursés sont brûlés en présence d'un délégué du Ministre des Finances et d'un membre délégué de la Cour des Comptes; il est dressé procès-verbal de cette opération.

B. — Annuités payables directement en numéraire aux sociétés de chemin de fer dont les concessions ont été rachetées.

SOCIÉTÉS INTÉRESSÉES.	Date de la reprise.	Montant de l'annuité.	Dates des paiements semestriels.	Dernière annuité à payer.
Haut et Bas Flénu.	8 novembre 1870.	460,000 »	30 septembre au 31 mars.	31 mars 1926
Compagnie du Nord (loyer de la ligne de Saint-Ghislain).	18 mai 1872.	330,000 »	30 juin au 31 décembre.	20 juin 1930
Hesbaye-Condroz. Ligne de Landen à Ciney. Rachat de la concession de la Société anonyme de chemin de fer « Liégeois-Namurois ».	1 ^{er} mars 1873 et 22 mai 1907.	832,287 69	id.	31 août 1967.
Tournai à Jurbise et de Landen à Hasselt pour rachat de la concession du chemin de fer de Landen à Hasselt.	8 juin 1898.	190,900 »	id.	7 décembre 1937.
Chemin de fer de Mons à Manage.	16-17 février 1837.	672,330 »	id.	13 février 1941.
Compagnie du chemin de fer de Braine-le Comte à Gand.	28 janvier 1921.	4,575,500 » (annuité provisoire).	27 janvier au 27 juillet.	27 janvier 1957.
Compagnie du chemin de fer direct de Bruxelles à Lille et Calais pour le rachat des loyers de Hal à Ath et de Tournai à la frontière française.	28 janvier 1922.	3,917,000 » (annuité provisoire).	id.	20 mai 1956, 30 novembre 1955.
Société anonyme du chemin de fer de Tournai à Jurbise et de Landen à Hasselt pour le rachat de la ligne de Tournai à Jurbise.	28 janvier 1922.	2,840,000 » (annuité provisoire).	id.	10 novembre 1938.

VI

**AUTRES ANNUITÉS PORTÉES AU BUDGET
DE LA DETTE PUBLIQUE.**

Emprunts à lots émis par la Fédération

DÉSIGNATION DES EMPRUNTS.	TITRES ÉMIS.		Capital nominal émis.	Date de la jouissance des titres.	Capital amorti par tirages au sort.
	Nombre.	Valeur nominale.			
4 % à lots de 1921	3,400,000 45,000	250 5,000	1,000,000,000	10 janvier 1921 .	205,000
5 % à lots de 1902	4,000,000	250	1,000,000,000	1 ^{er} juin 1921.	185,000
5 % à lots de 1923	2,000,000	500	1,000,000,000	15 juin 1923.	—

Obligations à 5 % délivrées au Gouvernement des Pays-Bas, pour le règlement

NOMBRE DE TITRES A AMORTIR de Fl. P.-B.			Capital nominal à amortir	Capital amorti au 31 décembre 1923.	Capital restant à amortir au 31 décembre 1923.
100,000	10,000	1,000			
452	141	128	Fl. P.-B. 46,738,000	Fl. P.-B. 2,155,000	Fl. P.-B. 44,583,000

Annuités à payer au Crédit

OBJET.	Date de la première annuité.	Montant de l'annuité.
ART. 6 (recouvrable). — Règlement des dépenses anormales dérivant de la guerre supportées par les communes jusqu'au 31 décembre 1918 et incombant à l'État.	1 ^{er} janvier 1920.	17,750,849 27
ART. 28 (ordinaire). — Remboursement des dépenses d'alimentation et secours supportées par les communes pendant les années 1919 et 1920 et dont l'État a repris la charge.	1 ^{er} janvier 1922.	14,910,000 »

des Coopératives pour dommages de guerre.

Capital restant en circulation au 31 décembre 1923.	Dates du remboursement des titres amortis.	Dernière année de tirage.	OBSERVATIONS.
999,795,000	10 janvier de chaque année.	2040	Annuité, fr. 47,098,000. Le tableau ci-annexé donne le nombre et le montant des lots attribués chaque année pendant la durée des emprunts.
999,815,000	1 ^{er} juin de chaque année.	2042	Id. 57,208,136.
1,000,000,000	15 juin de chaque année.	2043	Id. 57,525,625.

des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre.

Dotation semestrielle.	OBSERVATIONS.
Fl. P.-B. 233,032	L'amortissement doit avoir lieu semestriellement, le 30 juin et le 31 décembre des années 1923 à 1937. Un projet de loi est actuellement soumis au Parlement pour la ratification de l'arrangement conclu entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement belge, pour le règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre.

communal de Belgique.

Dates des paiements trimestriels.	Dernière annuité à payer.	OBSERVATIONS.
1 ^{er} janvier, 1 ^{er} avril. 1 ^{er} juillet, 1 ^{er} octobre.	1985 1985	L'annuité avait été fixée à 26,250,000 francs pour les années 1920 à 1921, puis à été réduite à fr. 47,750,849.27 à partir de l'exercice 1922.
Idem.	1987	

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1924.

Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van 's Lands Schuld — of, met andere woorden, de Begrooting der interesten en aflossingen van de Staatsschulden — voorziet voor het dienstjaar 1924 een last van fr. 1,383,413,883 86 gevestigde schuld, binnenlandsche en buitenlandsche schuld, onrechtstreeksche, vlottende schuld, enz.

De Begrooting van 's Lands Middelen voorziet als gewone ontvangsten voor 1924 fr. 3,105,553,162 »

De last der schulden bedraagt ongeveer negen twintigsten van onze gewone ontvangsten.

De eigenlijke openbare schuld en de annuïteiten bedragen een zoo aanzienlijke som dat zij in dit totaal schier gansch den last onzer schulden vertegenwoordigen fr. 1,296,194,833 85

De pensioenen, interesten van borgstellingen, uitzonderlijke uitgaven bedragen betrekkelijk slechts eene weinig aanzienlijke som.

(1) Begrooting, n^o 4 - II.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

a) De leden van de Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen : De heeren MECHelynck, voorzitter, HALLET, HOUTART, ondervoorzitters, CARLIER, DAVID, secretarissen, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSENIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

b) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren DE BUE, DE MONTPELLIER, DE WOUTERS D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, LAMBORELLE en SAP.

De Algemeene Toelichting der Begrooting vermeldt omstandig de toeneming der jaarlijksche uitgaven : zij vertegenwoordigen zesmaal het bedrag van 1914, ofschoon het kapitaal der lasten zelf niet in dezelfde mate is gestegen.

Wij herhalen de cijfers :

	Gevestigde schuld met inbegrip der onrechtstreeksche schuld.	Vlottende schuld op korten en gemiddelden termijn.	TOTAAL.
Op 4 Augustus 1914.	5,203,000,000	661,000,000	5,866,000,000
30 September 1919.	7,046,000,000	18,031,000,000	25,077,000,000
Id. 1920.	10,356,000,000	20,091,000,000	30,447,000,000
Id. 1921.	11,858,000,000	24,582,000,000	36,440,000,000
Id. 1922.	14,763,000,000	24,173,000,000 ⁽¹⁾	38,936,000,000
Id. 1923.	16,512,000,000	23,395,000,000	39,907,000,000

De jaarlijksche stijging beloopt dus :

Voor 1919-1920 tot 5.4 milliard in ronde cijfers.

Id. 1920-1921 tot 6 id. id.

Id. 1921-1922 tot 2.5 id. id.

Id. 1922-1923 tot 1 id. id.

Moet deze jaarlijksche last onveranderd en onverminderbaar blijven ?

Is de uitgave, wat de schuld zelf betreft, niet vatbaar voor vermindering, dan is daarom het bedrag der sommen tot aflossing niet noodzakelijkerwijs onveranderlijk.

Dit bedrag kan stijgen of dalen wegens omstandigheden die buiten het bereik vallen van den Staat-schuldenaar en wegens economische oorzaken, waartegenover deze onmachtig staat : een deel onzer schuld moet in het buitenland worden betaald en is dus afhankelijk van de schommelingen van den wisselkoers.

Binnen deze categorie vallen namelijk de interesten, annuïteiten en aflossing der kapitalen :

Betaalbaar in florijnen. — Jaarrente tot onderhoud der vaart van Terneuzen en aankoop der vuurbaakgeldten (art. 3 en 4), obligatiën 5 t. h., terugbetaling der interneeringskosten (art. 15), enz.

Betaalbaar in ponden. — Rente 3 t. h. Engelsche leening (art. 8 a-b), enz.

Betaalbaar in dollars Vereenigde Staten. — Leening van 50,000,000 dollars 7 1/2 t. h. en 30,000,000 dollars 8 t. h. (art. 12-13), enz.

Betaalbaar in Canadeesche dollars. — Credieten voor den uitvoer, enz.

Betaalbaar in Fransche franken. — Leening van 400,000,000 frank 6 1/2 t. h. (art. 14) en terugbetaling der Schatkistbons (art. 16), enz.

Bovendien nog : de betaling in Fransche franken van de interesten van sommige onzer rentetitels.

Het ontwerp van Begrooting der schuld is gevestigd geworden op den grondslag van de valuta berekend op :

Een florijn = fr. 7,25.

Een pond = 85 frank.

Een dollar Vereenigde Staten = 18 frank.

Een Fransche frank = fr. 1,15.

De gedurige verhooging der valuta is van nu af reeds meer dan eene bedreiging van gene verhooging der lasten, wat de eerste drie deviezen betreft.

De maatregelen genomen om den uitvoer te verbieden van de coupons onzer schuld, in Frankrijk betaalbaar, en het feit, dat de premie op Parijs den rentevoet der Fransche belasting op de in Frankrijk geïncasseerde vreemde coupons nabijkomt, laat daarentegen toe te verwachten dat de ramingen betreffende de Fransche schuldvorderingen niet zullen overschreden worden.

De vermindering van den last kan niet afhangen van den wil van den schuldenaar om zich te onttrekken aan zijne verplichtingen jegens zijn schuldeischer. Dergelijke pogingen moeten het failliet van het crediet ten gevolge hebben.

Dit zou, met nog meer reden, waar zijn, indien deze handelwijze mocht toegepast worden op het kapitaal van onze renten.

Het verdwijnen van den last kan dus niet worden in aanmerking genomen dan door uitdelgingen of terugbetalingen.

De Staatsschuld heeft thans voor hoofdoorzaak de uitgaven gedaan voor rekening van Duitschland dat, tot nog toe, ons in deze verplichtingen in zijne plaats had gesteld.

Wij betalen de schulden van Duitschland. Het is de overwinnaar die de oorlogsgelden betaalt, en men mag zich afvragen hoeveel zwaarder zij zouden geweest zijn indien hij de overwonnene ware geweest...

De door Duitschland verschuldigde schadevergoedingen moeten betaald worden. De tabel van het beloop en den oorsprong onzer schulden is daarvan een nieuw en niet het geringste betoog.

Van dien kant moeten wij de noodige terugbetalingen der schuld vinden.

De Staatsschuld zou nog kunnen verminderd worden in de veronderstelling van een afzonderlijk beheer van sommige openbare diensten, die aan den Staat de waarde terugbetalen van de goederen gevestigd door de leeningen en den dienst der annuïteiten en met overdracht van den last op de opbrengst der exploitatie.

Iedere verhooging of verlaging van de interestbedragen op de markt der kapitalen kan insgelijks de regelingen beïnvloeden.

Eindelijk moet men rekening houden met de uitdelgingen — de eene voorzien in de leeningscontracten op langen termijn, de andere vanzelf werkend wegens de betalingen per annuïteiten.

* * *

De verhooging van de Openbare Schuld is voorwaar uit haar eigen geen gevaar, noch een teeken van verarming, mits zij als tegenhanger een productief vermogen bezit. Het gevaar bestaat in de leeningen aangegaan met het doel om de uitgaven te dekken, die slechts in een verwijderde toekomst iets kunnen opbrengen : gedurende den tussenliggenden termijn vestigt de schuld een nieuw tekort en drukken op de toekomstige opbrengst lasten, die konden

aangroeien door de kapitalisatie tegen een rentevoet welke het productievermogen overschrijdt.

België was weleer verplicht, tot de leening zijn toevlucht te nemen om het hoofd te bieden vooral aan uitgaven voor toerusting van « eerste inrichting ». Het ware belangrijk het onderscheid te kunnen maken tusschen de posten, welke heel deze schuld uitmaken, en hare wezenlijke en werkelijke tegenwaarde op dezen dag. Deze studie zou het bewijs leveren van de dekking van een groot gedeelte onzer schulden door waarden gelijkstaande met goud.

Voor het overige, legt de strenge regel op, geen enkele nieuwe uitgave te bewilligen zonder dat zij gedekt zij door gewone inkomsten of, met andere woorden, de gewone jaarlijksche uitgaven, den dienst van de Openbare Schuld er bij begrepen, terug te brengen binnen de grenzen waar zij kunnen gedekt worden door de gewone ontvangsten.

Het is de verplichting, voor de Regeeringen, — zooals door de Internationale Conferentiën van Brussel werd verklaard, — af te zien van alle buitengewone, niet productieve uitgaven; zelfs de buitengewone productieve uitgaven zooveel mogelijk in te krimpen.

De inventaris van onze huidige schulden houdt in, dat wij ons moeten neerleggen bij de noodzakelijkheid alle uitgaven — hoe nuttig, hoe belangwekkend zij ook mogen schijnen in de zedelijke orde zoowel als in de stoffelijke — te verdagen indien zij niet kunnen verwezenlijkt worden zonder een schuld tot stand te brengen, waarvan zij niet den last zouden verzekeren.

Het verbruik — deze uitdrukking zoo ruim mogelijk genomen zijnde — moet worden verminderd tot op het peil der productie. Zoo de massa wil voortgaan zoozeer te verbruiken, zal zij er moeten toe besluiten, meer voort te brengen. Al de overige middelen zijn vergeefsche middelen. Door theoriën werkt men de feiten niet tegen.

In de Algemeene Toelichting der Begrooting, heeft de Regeering verklaard dat dit wel haar programma is :

« Meer dan ooit wenschen wij ons daaraan te houden, welke ook de moeilijkheid van de taak weze. Het is een ondankbare politiek. Zij vraagt van iedereen, wij herhalen het, onafgebroken offers, doch haar verlaten op het oogenblik zelf dat zij begint hare vruchten te dragen, zou eenigszins gelijkstaan met aan de beweeggronden te willen verzaken, voor dewelke wij hebben gestreden, de toekomst van het land in den grond boren en zelfs onze eigene onafhankelijkheid in gevaar brengen ».

* * *

Men kan niet anders dan die woorden toejuichen, en de verwezenlijking zal volle vertrouwen schenken in het crediet van het land, hoe hoog het bedrag van de schuld ook moge blijken.

En daarom zou de daling, die op den koers van onze renten drukt, enkel kunnen aanleiding geven tot eene verklaring en niet tot eene rechtvaardiging.

Men moet vooreerst opmerken dat de Beursnoteeringen op verre na niet eene juiste en zekere aanwijzing geven van de eigenlijke waarde der genoteerde titels. Zij worden beïnvloed door de belangrijkheid van vraag en aanbod, de min of meer groote hoeveelheid die op de markt is. Speculatie, dwaze opdrijving, zooals de onverstandige paniekbewegingen, kunnen den koers beïnvloeden, zonder iets van de waarde van den titel af te doen.

Wij moeten evenwel erkennen dat het getal in omloop zijnde rentetitels zeer aanzienlijk is; voor een gedeelte van sommige reeksen van titels kwamen, bij de laatste uitgiften, inschrijvingen die de krachten te boven gingen van degenen die

eene spoedigere opstopping hadden verwacht. Zij werden slechts onvolledig gerangschikt. Anderzijds is de afdeeling van de rente zoo gering dat men reeds heeft gedacht, en het zou misschien nuttig zijn de studie van dit plan te vervatten — aan de oprichting van een rentemarkt op termijn. Om lagere noteeringen te veroorzaken is het voldoende dat er aanbiedingen zijn tegenover zeer kleine hoeveelheden van verkoop die door den rentebezitter volstrekt moeten verwezenlijkt worden.

Het zou zeer belangwekkend zijn te kunnen opnemen met welk bedrag van gedane verkooping de wijziging van den vorigen koers overeenkomt.

Het is ten anderé niet alleen de markt van de Staatsrenten die verlaten wordt, maar ook deze van al de waarden met vasten interest en met uitkeering in franks.

De reden is tweevoudig : de prijsstijging, die tot geen stilstand komt, van alles wat er noodig is tot het bestaan, wat noodzakelijkerwijs moet verwijderen van de waarden waarvan de interest niet vatbaar is voor eene compenseerende stijging. Uit dien hoofde bestaat er eene breuk van het evenwicht tusschen den prijs van de noodzakelijke voorwerpen en den vasten interest van de renten. De speculatie, hoe gevaarlijk ook, biedt gemakkelijke winsten, onmiddellijke voordeelen die toelaten het hoofd te bieden aan de lasten die men niet wil, of niet kan dragen door spaarzaamheid. Het publiek heeft zich op de waarden geworpen, waarvan de beperkte terugbetaling de stijging niet in den weg stond. De opbrengst der waarden is eene onverschillige zaak geworden. Men zoekt enkel nut te trekken uit het verschil van aankoop en van verkoop. Sommige titels die nooit renten hebben opgebracht, titels van tweeden rang, titels die ter nauwernood binnen de Beurs zijn geraakt, stijgen zoo ontzegglijk in waarde dat men slechts met afschrik zich den financieelen ondergang kan verbeelden, welken hunne schielijke daling voor sommigen kon voor gevolg hebben.

Uit eene onlangs verschenen statistiek die loopt over den algemeenen gang der Beurswaarden te Brussel, blijken beteekenisvolle cijfers, waarbij men de stijging der waarden vaststellen kan alsmede het vergelijken met de werkelijke renteopbrengst en met de waarde der berekende stijging van de titels.

	Waarde tegen den koers		Stijging t. h.	Zuivere waarde der koepons		Opbrengst	
	van 3 Jan. 1923	van 26 Dec. 1923		Dienstjaar 1921 ou 1921-22	Dienstjaar 1922 ou 1922-23	tegen den koers van Janv. t. h.	Dec. t. h.
	(Per 1,000 frank)						
Eerste rangtitels	3,452,603	4,993,972	44 63	94,963	132,939	2 75	2 66
Tweede rangtitels	2,612,961	4,839,972	83 23	53,052	83,869	2 22	1 73

De speelkoorts is een kenteeken der beroerde tijden, der tijden van ontbering of der tijden die daarop volgen; iedereen zoekt zijn geest te verdooven door het hoogst mogelijk deel in de genietingen. De Staatsrenten, de obligatiën zijn zaken van te ernstigen aard om daaraan thans gunsten te hechten.

Naast deze redenen van louter psychologischen aard plaatst zich, als economische beweeggrond, de stijging van den interest der kapitalen.

De maatschappijen die geld noodig hebben en dit niet kunnen verkrijgen door kapitaalsvermeerderingen, die tegenwoordig zeer dikwijls de obligatie-

leeningen vervangen waartoe zij vroeger hun toevlucht konden nemen, zijn verplicht aan buitengewoon zware interestvoorwaarden te onderschrijven, of zelf onder vorm van premie of loten tot speculatie of spel over te gaan.

Het verbod belastingvrije obligatiën uit te geven heeft naar veler meening, en ook naar de onze, geen ander resultaat gehad dan de leeners aan te zetten den interest te verhoogen met een bedrag gelijk aan deze, bestaande of voorziene, belastingen. In plaats van 5 of 6 t. h., vrij van de belasting van 10 of 15 t. h., is het bedrag van den interest geworden tot 6, 7, 8 t. h.

Het is eene kwestie van comptabiliteit en van schijn, die niet zoo bezwaarlijk zou zijn indien deze omstandigheid niet een noodlottigen terugslag had op het capitalisatiebedrag van onze vroegere leeningen, door eene daling te veroorzaken op den koers van uitgifte, en door het publiek meer en meer af te keeren voor dit soort geldbelegging.

Bij deze oorzaken kan men nog voegen de atmosfeer van pessimisme die sommigen in den laatsten tijd hebben willen teweegbrengen met een wel te begrijpen doel.

Moest men hen gelooven, dan zouden wij onze franken in renten moeten weggooien, zooals men bij den brand van een huis de meubelen door de vensters gooit. Men zou moeten dollars en ponden koopen, enkel nog « goudwaarden » bezitten. Goudwaarden zijn titels van vennootschappen die een stoffelijke waarde hebben en een waarde in het buitenland.

Alsof deze geprezen titels, van tweeden rang, een onverdeelbaar gedeelte vormden van den eigendom van onroerende goederen, van materieel, van koopwaren en alsof deze ooit het voorwerp zouden uitmaken van eene verdeeling in natura.

En is anderzijds heel het vermogen van den Staat niet eene goudwaarde? Hebben onze laatste leeningen niet als tegenwaarde den heropbouw van het land? Heeft men sommige van deze niet leeningen van nationaal herstel genoemd, en hebben de titels in de beursverhandelingen niet meer den zoo kenmerkenden naam van « steenen »?

Zelfs waar de frank van zijn waarde verliest, ondergaat de rentekoers niet dezelfde schommeling.

Men kan zich ten andere wel voorstellen dat, indien er maatregelen van openbaar welzijn moeten getroffen worden, zooals sommige ongeluksprofeten voorzeggen, het niet de thans zoo opgehemelde waarden zouden zijn die het eerst zouden getroffen worden. Zou men niet op eene uitzonderlijke wijze moeten handelen ten voordeele van de bezitters van renten, en vooral van dezen welke hunne renten in goudfranks hebben aangekocht.

Wat zouden « de waarden van hoop en illusie » zijn op den dag dat de Belgische rente niet meer waard zou zijn?

Maar dit is redeneering, en velen redeneeren niet meer, ofwel hebben anderen er belang bij het redeneeren te beletten.

*
*
*

Hier moeten wij de legende te niet doen volgens dewelke onze rentetitels zouden zijn titels van eene altyddurende schuld.

De tabel met aanwijzingen, die de Commissie u heeft willen voorleggen, zal daarover licht werpen, durven wij hopen.

Daaruit volgt dat de wederverkoopingen gedaan ter Beurs door middel van aflossingsgelden verdeeld zijn, voor elke soort schuld, over het tijdperk waarop zij betrekking hebben (semester of jaar); zij worden dagelijks vastgesteld met inachtneming van den staat der rentenmarkt en met de gepastheid, — wat door het belang van de Schatkist en dit der houders wordt voorgeschreven — of het alsdan niet gepast is in min of meer ruime mate tusschen te komen om de koersen te behouden en te regelen.

De verrichting voor de amortisatie, gunstig voor de rentebezitters, zal zich vooral later doen voelen, en in eene nabije toekomst voor de oude schulden aan 3 t. h., wegens den gedurigen aangroei eenerzijds van de fondsen die ter beschikking zullen gesteld worden van de Amortisatiekas, en anderzijds wegens de overeenstemmende vermindering van het kapitaal der titels die af te lossen blijven.

Wij hebben er in den aanhef van deze toelichting op gewezen dat de dotaties bestemd voor de amortisatie van de leeningen aangroeien met de interesten van de afgeloste kapitalen. Daaruit vloeit voort dat de amortisatiekas jaarlijks over steeds belangrijker kapitalen beschikt die de invloedssfeer van de aflossing bij gevolg verruimen.

Men dient bovendien rekening te houden met het feit dat krachtens de bestaande wetsbepalingen, de wederinkoopingen gedaan worden aan den koers van den dag, in zooverre dat deze koers niet het pari overtreft. Deze bepalingen hebben voor gevolg den gang van de amortisatie nog te verhaasten, vooral wanneer de koersen laag zijn, zooals dit het geval is sedert den wapenstilstand.

Het is niet van belang ontbloot in dit opzicht eenige cijfers te geven.

Nemen wij bij voorbeeld de belangrijkste van onze vooroorlogse schulden, de 3 t. h., 2^{de} reeks, van 1895, die gedeeltelijk voortvloeit uit de omzetting van de 3 1/2 t. h.

Onderstaande tabel geeft, van af het begin en van zekere tijdperken, het bedrag van de sommen ter beschikking gesteld van de kas van de aflossing van deze schuld (dotatie, interesten van de afgeloste kapitalen), evenals het nominaal kapitaal der titels teruggekocht door middel van deze fondsen.

Jaar.	Dotatie.	Interesten van de afgeloste kapitalen.	Totaal.	Nominaal kapitaal van de afgeloste titels.	Aanmerkingen.
1895	2,345,182 88	297.717 »	2,642,899 88 ⁽¹⁾	337,200 »	⁽¹⁾ Eene ongebruikt gebleven som van fr. 2,304,500 11, werd terug in de Schatkist gestort als buitengewone ontvangst.
1900	3,700,900 26	456,048 »	4,156,948 26	4,303,300 »	
1905	6,834,646 74	1,259,205 »	8,093,851 74	8,062,200 »	
1910	8,203,627 74	2,675,739 »	10,879,366 74	11,644,000 »	²⁾ Met inbegrip van een kapitaal van f. 718,900 frank teruggekocht met een deel van de dotatie van 6 t. h. Consolideering ongebruikt gebleven ten gevolge van den koers dezer schuld tot boven pari.
1913	8,616,858 54	3,885,279 »	12,502,137 54	16,090,300 »	
1919	8,996,886 24	4,599,939 »	13,596,825 24	18,228,000 »	
1922	9,002,142 84	6,689,751 »	15,691,893 82	26,842,700 » ⁽²⁾	

Het jaar 1923 kwam niet in aanmerking, omdat er nog inkoopingen zullen gedaan worden tot op 30 April 1924 met de sommen ter beschikking gesteld van de amortisatiekas voor het semester van 1 November 1923 tot 30 April 1924.

Wijzen wij er evenwel op dat de inkoopingen, gedaan tot op 31 December 1923, in nominaal kapitaal, de som bedragen van 24,362,800 frank.

Uit dit alles blijkt dat onder al de oorzaken waaraan men de daling van onzen rentekoers kan toeschrijven er toch geene enkelen is, die bestaat in het gebrek aan vertrouwen in het betaalvermogen van den Staat.

Hoe groot nadeel ook aan dit crediet kan worden berokkend door de verspreiders van redmiddelen die bestaan in afnemingen van het kapitaal of in vermindering van de renten, toch twijfelt niemand eraan, dat het Rijk heden nog beter dan vroeger in staat is al zijne verbintenissen na te leven. Onze renten bezitten stevigen waarborg, en bezwaarlijk zou men Staatsfondsen vinden die, zooals bij voorbeeld onze titels 3 t. h., een inkomen verschaffen van 6 t. h. met eene terugbetaling van honderd ten honderd.

Dank zij de doorlopende en stijgende werking van de aflossing, gevoegd bij den invloed dien men mag verwachten van andere algemeene factoren, zooals de verbetering van den economischen en financieelen toestand van het land, kan men met zekerheid eene schitterende toekomst voor onze Staatsfondsen voorzien, die thans zoo onredelijkerwijs veronachtzaamd worden ondanks de hooge interesten die zij afwerpen.

Het zal de belooning zijn van de verstandige menschen die weerstand boden aan den rampzaligen wervelstorm van de speculeering en aan de ophitsingen van eene schandelijke lastercampagne en hun vertrouwen in 's lands crediet zullen bewaard hebben.

. * .

Verder werden bij het onderzoek van de Begrooting slechts door eene afdeeling inlichtingen gevraagd, namelijk betreffende het crediet waarover reeds herhaaldelijk ophelderingen werden gevraagd : de rente door België verschuldigd aan den Prins van Waterloo.

In de bijgevoegde bijlage I vindt men de inlichtingen. (*Bijlage I*).

Uit die verklaring blijkt dat de rente waarvan sprake gevestigd is door het plaatsen in Staatsrenten, met niet uitgedrukt kapitaal, en opgeheven op den dag waarop de afstammelingen van den Prins van Waterloo zullen uitgestorven zijn, van het product der houtkappingen gedaan op de gronden van zijn erfbezit.

De Prins blijft bovendien de inkomsten der ontgonnen gronden genieten.

Op de Vredesconferentie werd de vraag gesteld of men niet van die gelegenheid zou gebruik maken om te vragen dat België zou ontheven worden van die verplichting, het onderzoek van die mogelijkheid leidde echter tot eene negatieve beslissing.

Het blijkt niet dat de naasting van die rente, zoo zij mogelijk ware, eene verrichting zou zijn waarvan het voordeel de verwezenlijking zou billijken.

De Commissie besloot tot de aanvaarding van het ontwerp.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGEN

I

NOTA BETREFFENDE DE RENTE DOOR BELGIË VERSCHULDIGD AAN DEN PRINS VAN WATERLOO.

Bij een besluit van den Koning der Nederlanden, gedagteekenend van 18 Juli 1815, werd aan Arthur Wellesley, hertog van Wellington, den titel toegekend van Prins van Waterloo, welke titel bij erfopvolging kan overgezet worden aan zijn mannelijke afstammelingen naar orde van eerstgeboorte.

Bij een ander besluit, gedagteekend van 29 September 1815, werd aan den titel van Prins van Waterloo eene dotatie gehecht van een jaarlijksch inkomen groot ongeveer 20,000 Hollandsche florijnen, om onwederroepelijk en ten eeuwigden dage bezeten te worden door den Prins van Waterloo en zijne wettige afstammelingen.

In uitvoering van deze bewilliging werd het inkomen van onderscheidene domaniale bosschen, in België gelegen (tusschen Nijvel en Quatre-Bras) en in gezegd besluit vermeld, daartoe bestemd.

Bij Koninklijk besluit van 3 Juni 1817, werd de Prins van Waterloo gemachtigd om deze bosschen onder zekere voorwaarden te onginnen. De opbrengst van den verkoop der bosschen moest namelijk, binnen een te bepalen termijn, worden aangewend tot het aankopen van onroerende goederen of van Grootboek-inschrijvingen der Uitstaande Schuld, en deze onroerende goederen of inschrijvingen moesten bij de Dotatie worden gevoegd.

Ten tijde van de omwenteling van 1830, werden de renten, ingeschreven op den naam van den Prins van Waterloo in het Grootboek der Nederlandsche Schuld, begrepen in het aandeel van deze Schuld dat, door het verdrag der XXIV artikelen ten laste van België was gelegd.

In 1871 bedroeg het gezamenlijk jaarlijksch beloop der bestaande inschrijvingen in schulden tegen 2 $\frac{1}{2}$ t. h., tegen 3 t. h., 1^e reeks, en tegen 4 $\frac{1}{2}$ t. h., de som van fr. 80,106.14, overeenkomende met een nominaal kapitaal van 2,339,692 frank.

Krachtens eene overeenkomst van 7 Juni 1872 gesloten tusschen de Belgische Regeering en den Prins van Waterloo, werden deze inschrijvingen nietigverklaard en vervangen door een enkele inschrijving van fr. 80,106.14, gebracht onder n^o 3 op het Grootboek der renten zonder uitdrukking van kapitaal, en waarvan de achterstallige bedragen betaalbaar waren te Brussel in twee gelijke termijnen op 1 Mei en op 1 November.

Zij luidde als volgt :

« Wellington (La Grâce Arthur-Richard ⁽¹⁾ hertog van) prins van Waterloo. »

Naar luid van deze Overeenkomst, « zullen eveneens worden ingeschreven de renten die later zouden verworven worden door Z. H. den Prins van Waterloo in uitvoering van het Koninklijk besluit van 3 Juni 1817 ».

Bij toepassing van deze bepaling, werden nadien drie renten ingeschreven in gezegd Grootboek, in vertegenwoordiging van den verkoopprijs van gronden waarvan de wederrechtelijke beschikking noodzakelijk werd gemaakt door het aanleggen van spoorwegen, te weten :

1 ^o N ^r 4, rente fr.	492 »
2 ^o N ^r 5, rente	35 89
3 ^o N ^r 6, rente	3 47

De onderscheidene bovenvermelde inschrijvingen werden, met de ingenottreding op 1 November 1909, vereenigd tot een enkele inschrijving, tegen het jaarlijksch bedrag van fr. 80,637.50, vermeld onder n^r 7 in het Grootboek der renten zonder uitdrukking van kapitaal, op naam van « Wellington (Z. H. Arthur-Charles Wellesley, hertog van), Prins van Waterloo ». Deze rente draagt de volgende kantteekening : « Deze onvervreembare rente waarvan het achterstallige zal betaald worden op 1 Mei en op 1 November, maakt deel uit van de dotatie van den Prins van Waterloo, krachtens het besluit van 18 Juli 1815, der wet van 29 September daaropvolgende en overeenkomstig het Koninklijk besluit van 3 Juni 1817. »

(1) Arthur Wellesley, hertog van Wellington, is overleden in 1852; de eigendom der dotatie werd achtereenvolgens in ontvangst genomen door Arthur-Richard, hertog van Wellington (overleden in 1884), door Henry Wellesley, hertog van Wellington (overleden in 1900) en door Arthur-Charles Wellesley, hertog van Wellington (huidige titularis).

II

OPENBARE SCHULD.

Toestand op 31 December 1923.

AANDUIDING DER SCHULDEN.	KAP			
	BUITENLANDSCHE SCHULD			
	Fransche franks.	Pond sterling.	Dollars E-V.	Dollars Can.
I. — Gevestigde schuld.				
<i>a) Binnenlandsche.</i>				
Schuld 2 ½ %	»	»	»	»
Id. 3 % 1 ^{ste} reeks	»	»	»	»
Id. 3 % 2 ^e id.	»	»	»	»
Id. 3 % 3 ^e id.	»	»	»	»
Id. 3 % wegens krijgsdienstbaarheden	»	»	»	»
Leening 5 % Nationaal Herstel	»	»	»	»
Id. 5 % met Premie van 1920	»	»	»	»
Id. 6 % tot Consolidceering	»	»	»	»
Schatkistbons op 10 jaar tegen 5 % van 1922.	»	»	»	»
	»	»	»	»
<i>b) Buitenlandsche.</i>				
Schuld 3 % 4 ^e reeks	»	8,341,320	»	»
Leening 7 ½ % in de Vereenigde-Staten	»	»	44,000,000	»
Id. 8 ½ % id.	»	»	25,875 000	»
Id. 6 ½ % in Frankrijk	400,000,000	»	»	»
Fransche obligaties van de Nationale Verdediging verwisseld tegen vervallen Schatkistbons.	56,254,200	»	»	»
Interneeringskosten der Belgische troepen in Holland	»	»	»	»
	456,254,200	8,341,320	69,875,000	»
II. — Onrechtsstreeksche schuld.				
Kapitalisatie der jaarsommen verschuldigd voor de naasting der spoorwegen	»	»	»	»
Kapitalisatie der jaarsommen verschuldigd aan het Gemeentecrediet	»	»	»	»
Leening 4 % met loten van het Verbond der Coöperatieven voor oorlogsschade	»	»	»	»
Leening 5 % met loten van 1922 van het Verbond der Coöperatieven voor oorlogsschade	»	»	»	»
Leening 5 % met loten van 1923 van het Verbond der Coöperatieven voor oorlogsschade	»	»	»	»
Obligaties 4 % en 6 % van de Naamlloze Vennootschap « Lloyd Royal belge ».	»	»	»	»
	»	»	»	»

TALLEN.			Lasten. (Inter. en afloss.)		Aanmerkingen.
BETAALBAAR IN	Belg. franks en vreemde munten aan pari berekend.	Belg. franks en vreemde munten aan den koers van 18 Dec. 1923.	Art. van de Begroot. (1924).	Bedrag per artikel der Begrooting.	
Guldens E-B.					
»	219,959,631	219,959,631	G. U. 1	5,498,990 78	
»	492,714,075	492,714,075	— 5	17,935,010 76	Dotatie van 3.30 t. h. berekend op de kapitalen aanvankelijk uitgegeven op 31 December 1922.
»	2,733,502,782	2,733,502,782	— 6	99,023,571 30	
»	232,136,300	232,136,300	— 7	8,511,657 »	
»	1,567,193	1,567,193	— 30	47,015 30	
»	1,697,591,700	1,697,591,700	— 9	(1) 93,468,254 »	(1) Dotatie van 5.50 t. h. berekend op de kapitalen aanvankelijk uitgegeven op 31 December 1922.
»	2,445,646,000	2,445,646,000	— 20	(2) 6,500,000 »	
»	1,995,642,700	1,995,642,700	— 10	136,315,625 »	
»	769,743,000	769,743,000	11	(3) 124,331,590 30	
»			20	(4) 12,500,000 »	(2) Schatting van den last van 5.90 t. h. op een kapitaal van 120,286,100 frank uitgegeven in 1923 of uit te geven in 1924.
»			19	38,487,150 »	
»	10,588,503,381	10,588,503,381	»	542,818,864 44	(3) Dotatie van 6.35 t. h. berekend op de kapitalen uitgegeven op 31 December 1922.
»	210,368,090	799,515,522	G. U. 1	41,700,000 »	(4) Schatting van den last van 6.35 t. h. van een kapitaal nominaal van 153,293,200 frank uitgegeven in 1923 of uit te geven in 1924.
»	227,720,000	967,450,000	— 12	99,450,000 »	
»	134,032,500	568,926,562	— 13	66,825,000 »	
»	400,000,000	457,800,000	— 14	29,900,000 »	
»	56,434,200	64,382,932	— 16	3,200,000 »	
44,583,000	94,070,130	374,051,370	— 15	32,400,000 »	
44,583,000	1,122,644,920	3,232,126,386	»	278,475,000 »	
»	453,342,000	453,342,000	G. U. 22	27,563,082 19	
»	613,875,201	613,875,201	G. U. 29	14,910,000 »	
»	999,795,000	999,795,000	V. U. 6	17,750,849 27	
»	999,815,000	999,815,000	V. U. 1	47,097,800 »	
»	1,000,000,000	1,000,000,000	— 2	57,201,650 »	
»	97,585,000	97,585,000	— 3	57,896,000 »	
»			G. U. 23	6,011,660 »	
»	4,164,412,201	4,164,412,201	»	228,431,041 46	

AANDUIDING DER SCHULDEN.	KAPIT.			
	BUITENLANDSCHE SCHULD			
	Fransche franks.	Pond sterling.	Dollars E.-V.	Dollars Can.
III. — Vlottende schuld.				
a) <i>Binnenlandsche.</i>				
Tienjarige kasbons voor het intrekken van de merken te Eupen-Malmedy	»	»	»	»
Gewone en gediscoteerde Schatkistbons	»	»	»	»
Schatkistbons 5 % aan 5 jaar, afgeleverd in ruiling van de Bons voor muntherstelling	»	»	»	»
Schatkistbons 1 1/2 % ter vervanging van de Interprovinciale Schuld 3 %	»	»	»	»
Interprovinciale Schuld 5 %	»	»	»	»
Schatkistbons 5 % op 5 jaar afgeleverd in ruiling van de Interprovinciale Bons vervallen op 10 December 1923	»	»	»	»
Vermogen van de particulieren in de postcheek-rekeningen	»	»	»	»
b) <i>Buitenlandsche.</i>				
Engelsche credieten voor 's lands heropbouw	»	9,000,000	»	»
Canada : Aankoop van paarden en muil dieren	»	930,480	»	»
Aankoop van Amerikaansche stocks	»	»	27,534,609 98	»
Schatkistbons 6 % uitgegeven in de Ver.-Staten	»	»	18,600,000 »	»
Aankoop van Amerikaansche locomotieven	»	»	8,559,445 09	»
Aankoop van bevrozen vleesch (1)	»	»	2,284,151 40	»
Canada : Credieten voor den uitvoer (1)	»	»	»	2,181,605 21
Fransch-Belgisch wederzijdsche credieten	118,000,000	»	»	»
	118,000,000	9,930,480	56,978 206 47	2,181,605 21
IV. — Titels 5 % afgeleverd wegens herstel van oorlogsschade.	»	»	»	»
V. — Voorschotten van de geallieerden sedert den wapenstilstand.				
Frankrijk	241,024,890	»	»	»
Vereenigde Staten	»	»	175,430,808 68	»
	241,024,890	»	175,430,808 68	»
VI. — Voorschotten van de Nationale Bank	»	»	»	»
TOTAAL VAN DE SCHULD. . . fr	815,279,000	18,271,600	302,284,015 15	2,181,605 21

Koers, tegen denwelken de tegenwaarden van de buitenlandsche schulden werden berekend.

	Pari	Koers op 28 December 1923.
Fr. fr.	100 »	114.45
£.	25.52	95 85
\$ V.-S.	5.18	21.98 3/4
\$ Can.	5.18	21.50
Fl. Ned.	2.41	8.39

G. U. = Begr. van de Openb. Schuld. Gewone uitgaven.

V. U. = Begr. van de Openb. Schuld. Verhaalbare uitgaven.

TALLEN.			Lasten. (Interessen en aflossingen.)		Aanmerkingen.		
BETAALBAAR IN		Belg. franks en vreemde munten aan pari berekend.	Belg. franks en vreemde munten aan den koers van 18 Dec. 1923.	Artikel van de Begrooting (1924).		Bedrag per artikel van de Begrooting.	
	Guldens E. B.						
	»	45.000.000	45.000.000	G. U. 17	2 250.000 »	Geene last.	
	»	4.133.303.000	4.133.303.000	G. U. 20	196.000.000 »		
	»	1.879.405.300	1.879.405.300	G. U. 18	93.970.265 »		
	»	480.000.000	480.000.000	V. U. 4	7.200.000 »		
	»	1.717.800.000	1.717.800.000	V. U. 4	93.430.000 »		
	»	34.100.000	34.100.000				
	»	678.749.490	678.749.490	»	»		
	»	8.968.357.790	8.968.357.790	»	392.850.265 »		
	»	226.980.000	862.650.000	G. U. 20	103.000.000 »		(1) De interesten vanaf de uitgifte tot op den vervaldag zijn op dezen betaalbaar; geen last is dus op de Begrooting van 1924 aan te schrijven.
	»	23.466.706	89.186.508				
	»	142.629.280	603.417.237				
	»	96.348.000	408.967.500				
	»	44.337.926	188.200.799	»	»		
	»	11.831.904	50.222.779	»	»		
	»	11.300.715	46.904.512	»	»		
	»	118.000.000	135.031.000	»	»		
	»	674.891.531	2.386.600.333	»	103.000.000 »	(2) Medebegrepen de achterstallige interesten.	
	»	2.874.113.900	2.847.113.900	V. U. 5	185.000.000 (3) »		
	»	241.024.890	275.852.986	»	» (3)	(3) Geen last is op de Begrooting voorzien voor de voorschotten van de Geallieerden.	
	»	908.731.589	3.857.284.906	»	»		
	»	1.149.756.479	4.133.137.892	»	»		
	»	5.300.000.000	5.300.000.000	G. U. 31	10.000.000 »		
	44.583.000	34.815.683.202	41.620.251.885	»	1.740.573.170 90		

III

NOTA OVER DE AMORTISATIE VAN DE STAATSSCHULDEN.

Artikel 4 der wet van 15 November 1847, tot inrichting van de amortisatiekas der Staatsschulden bepaalt dat de storting der gelden zullen bewerkstellingd worden binnen de grenzen bepaald door de bijzondere wetten of door de met de geldschietters aangegane contracten.

Om wille van een klare uiteenzetting van de werking van ons amortisatiestelsel, werd de volgende indeeling aangenomen voor wat de Staatsleeningen betreft :

A. — Leeningen in België uitgegeven, te weten :

Leening tegen 2 $\frac{1}{2}$ t. h.

Id. 3 t. h. 1^e reeks

Id. 3 t. h. 2^e reeks.

Id. 3 t. h. 3^e reeks.

Id. 5 t. h. 's Lands Herstel.

Id. 5 t. h. Binnenlandsche met premie.

Id. 6 t. h. Consolidatie van 1921.

B. — Leeningen in het buitenland uitgegeven, te weten :

Leening tegen 3 t. h., 4^e reeks, uitgegeven te Londen in 1914;

Id. 7 $\frac{1}{2}$ t. h. van 50 millioen dollar, uitgegeven in de Vereenigde Staten van Amerika in 1920;

Id. 8 t. h. van 30 millioen dollar, uitgegeven in de Vereenigde Staten van Amerika in 1921;

Id. 6 $\frac{1}{2}$ t. h. van 400 millioen Fransche franks, uitgegeven in Frankrijk in 1923.

A. — Leeningen uitgegeven in België.

Nemen wij eerst in aanmerking de uitdelgbare leeningen bij wege van wederinkoop ter Beurs; het zijn : de leening tegen 2 $\frac{1}{2}$ t. h.

De leening tegen 3 t. h. : 1st reeks.

Id. 3 t. h. : 2^e id.

Id. 3 t. h. : 3^e id.

Id. 5 t. h. : 's Lands Herstel.

Id. 6 t. h. : Consolidatie 1921.

De gelden bestemd voor de uitdelgng van deze schulden worden gevestigd door middel van jaarlijksche dotaties die aangroeien met de interesten der gedelgde kapitalen.

Deze gelden worden om de 6 maanden ten beschikking gesteld van de Amortisatiekas door aanschrijving op de credieten die elk jaar op de Begrooting der Openbare schuld worden uitgetrokken.

De dotatie is vastgesteld als volgt voor deze onderscheidene schulden :

3 t. h. 1 st , 2 ^e en 3 ^e reeksen.	30 t. h. der uitgegeven kapitalen.
5 t. h. 's Lands Herstel.	50 t. h. id.
6 t. h. Consolidatie 1924	35 t. h. id.

De schuld 2 1/2 t. h. heeft geen eigen dotatie, doch de Regeering vermag voor hare uitdelgng de amortisatiefondsen der overigere bovengenoemde schulden te gebruiken, welke beschikbaar zijn gebleven.

De schuld 2 1/2 t. h., zooals men weet, vloeit voort uit de toepassing der paragrafen 2 tot en met 6 van artikel 63 van het Verdrag d.d. 5 November 1842.

De delgng geschiedt, zooals hooger werd gezegd, door wederinkoop ter Beurs van Brussel, tegen den koers van den dag.

Indien de koers boven pari staat, wordt de delgng geschorst en de gedurende een geheel halfjaar beschikbaar gebleven sommen worden, voor wat de schulden 3 t. h. betreft, in ontvangst geboekt op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven.

De wet van 24 April 1902 (art. 2), gewijzigd dan die van 18 Februari 1903 en 26 December 1904, heeft een bijkomende dotatie ingesteld van 3.30 t. h. van het gezamenlijk bedrag der sommen die alzoo achtereenvolgens zullen gehecht zijn geworden aan de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven. Deze bijkomende dotatie zelf wordt besteed tot wederinkoop van effecten ter Beurs, tegen den koers van den dag, of geboekt in ontvangst op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven; in het eerste geval, groeit zij aan met de interesten der wederingekochte effecten.

Voor de schulden 5 t. h., 's Lands Herstel, en 6 t. h., Consolidatie, zal eerlang een wetsontwerp worden ingediend, waardoor wordt bepaald dat de gedurende een halfjaar beschikbaar gebleven sommen, gedurende het volgende halfjaar zullen dienen voor wederinkoop ter Beurs van de schulden 2 1/2 t. h., 3 t. h., 1^e, 2^e en 3^e reeksen, en, volgens het geval, der schuld 5 t. h. 's Lands Herstel.

De terugbetaling tegen pari van de obligaties 5 t. h., 's Lands Herstel, zal niet voor 1 Juni 1934 kunnen geschieden.

In geval van aanleg van nieuwe schulden tegen 5 t. h. met dezelfde voorwaarden van delgng en dezelfde termijnen van betaling der interesten, kunnen de dotaties der onderscheidene schulden versmolten worden.

Anderzijds, kan er voor 15 October 1931 niet worden overgegaan tot de vervroegde terugbetaling van de 6 t. h. consolidatie-leening. Zoo de houder zulks aanvraagt, moeten de obligaties van deze leening aanvaard worden tegen het beloop hunner uitgifte, hetzij voor 99 frank per 100 frank nominaal kapitaal,

plus de verschenen interesten, ter betaling van de termijnen van iedere geconsolideerde schuld welke vóór 1 Juli 1926 zou uitgegeven zijn.

Thans worden de delgingsfondsen aangewend voor den wederinkoop van effecten.

De Amortisatiekas stort om de 6 maanden aan de Thesaurie terug de enkele overschotten die ontoereikend zijn om een minimum-coupure te koopen.

Uitdelgbare leeningen bij wege van uitloting.

Er bestaat slechts eene leening van dien aard : namelijk de binnenlandsche leening 5 t. h. met premie, uitdelgbaar in 75 jaar, bij wege van jaarlijksche uitlotingen, overeenkomstig de tabel-type van uitdelging opgemaakt voor eene reeks van een millioen obligaties, en die gehecht is aan het Koninklijk besluit van 27 Januari 1920.

De uitgelote obligatiën zijn terugbetaalbaar met premie van 50 t. h. hunner nominale waarde, te weten naar rato van 750 frank per obligatie van 500 frank. Hunne vervroegde terugbetaling kan niet geschieden vóór den 15^e Mei 1940. Vanaf dezen datum, kan worden overgegaan tot de vervroegde verplichte terugbetaling der in omloop gebleven zijnde obligaties : in dit geval hebben er geene uitlotingen meer plaats en zullen al die obligaties worden terugbetaald door een zelfde som gelijk aan hunne nominale waarde vermeerderd met de gemiddelde waarde der premiën, herleid, tegen den rentevoet van 5 t. h., op den datum vastgesteld voor de vervroegde terugbetaling.

De uitlotingen voor de delging der obligaties hebben plaats den 1^{er} Maart van ieder jaar, in het Ministerie van Financiën, in 't bijwezen van een afgevaardigde van den Algemeenen Beheerder-Directeur der Thesaurie en der Openbare Schuld en van een afgevaardigde van het Rekenhof. De eerste uitloting had plaats den 1^{er} Maart 1921.

Elk jaar wordt, voor iedere der volledige reeksen obligaties, een aantal effecten gedelgd, gelijk aan dat vermeld in de tabel-type van amortisatie. De effecten worden voor de terugbetaling opgeroepen bij groepen van 50 obligaties, dezelfde nummers terugbetaalbaar zijnde in al de uitgegeven reeksen.

De uitgekomen obligaties zijn terugbetaalbaar vanaf den 15^e Mei volgende op den datum der uitloting.

Deze terugbetalingen geschieden zonder de tusschenkomst van de Amortisatiekas en worden rechtstreeks verrekend op de daartoe bestemde credieten van de Begrooting der Openbare Schuld.

B. — Leeningen uitgegeven in het buitenland.

Leening 3 t. h., 4^e reeks.

De leening 3 t. h., 4^e reeks, uitgegeven te Londen in 1914, is uitdelgbaar in vijf-en-twintig jaar, overeenkomstig de tabel-type gehecht bij het ministerieel besluit van 2 Februari 1914, genomen ter uitvoering van het Koninklijk besluit van denzelfden datum.

De uitdelgng geschiedt door wederinkoop ter Beurs, te Londen, tegen den koers van den dag, of, ingeval dat de koers boven het netto pari staat, bij wege van uitlotingen; tot nog toe heeft men dit tweede middel van uitdelgng niet moeten gebruiken.

De uitdelgngsdotatie strookt nauwkeurig met den kostenden prijs der weder-gekochte effecten, vermeerderd met de makelaars-, zegelkosten, enz.; zij wordt ter beschikking gesteld van de amortisatiekas, nadat deze bij het Rekenhof den kostenden prijs heeft gerechtvaardigd van de gedane wederinkopen, bij verrekening op het daartoe bestemd crediet van de Begrooting der Openbare Schuld.

Leening 7 $\frac{1}{2}$ t. h. uitgegeven in de Vereenigde Staten van Amerika.

De leening 7 $\frac{1}{2}$ t. h., van 50 millioen dollar, uitgegeven in 1920, in de Vereenigde Staten van Amerika, is uitdelgbaar in 25 jaar. De obligaties zijn terugbetaalbaar met premie van 15 t. h., of 115 t. h. van hunne nominale waarde.

Eene som die niet lager mag zijn dan 2,300,000 dollar (\$ 2,300,000), zegt de overeenkomst, wordt elke jaar, vanaf het jaar 1921, besteed voor de terugbetaling der obligaties tegen den bovenvermelden rentevoet van 115 t. h.

De nummers van de terug te betalen obligaties worden aangewezen door uitlotingen die elk jaar, in de Vereenigde Staten van Amerika, door bemiddeling der bankiers, afnemers der leening, worden bewerkstelligd.

De terugbetaling der uitgedelgde effecten geschiedt in goud-dollars der Vereenigde Staten van Amerika, door de kassen der heeren J.-P. Morgan en C^{ie} en door de Guaranty Trust Company of New-York.

De tegenwaarde in Belgische franks der som van 2,300,000 dollar, noodig voor den dienst der uitdelgng, wordt rechtstreeks uitbetaald door aanrekening op de daartoe bestemde credieten van de Begrooting der Openbare Schuld. De Amortisatiekas komt dus niet tusschenbeide voor de uitdelgng van deze leening.

Aan de bankiers wordt een commissieloon van $\frac{1}{16}$ t. h. betaald op de betalingen voor de uitdelgng; al de door het beheer der uitdelgngsfondsen veroorzaakte uitgaven moeten hun door de Thesaurie worden terugbetaald.

Leening 8 t. h. uitgegeven in de Vereenigde Staten van Amerika.

De leening 8 t. h., van 30 millioen dollar, uitgegeven, in 1921, in de Vereenigde Staten van Amerika, heeft een maximum-duur van twintig jaar.

De obligaties zijn terugbetaalbaar uiterlijk op 1 Februari 1941, met premie van 7 $\frac{1}{2}$ t. h., hetzij op den voet van 107 $\frac{1}{2}$ t. h. van hunne nominale waarde.

Voor hunne uitdelgng of hunne terugbetaling wordt gehandeld als volgt :

De uitdelgngsfondsen van de leening worden ter beschikking van de afnemers der leening gesteld (de heeren J. P. Morgan en C^{ie} en de « Guaranty Trust Company of New York »), door bemiddeling van de Amortisatiekas, bij driemaandelijksche stortingen van 403,125 dollar. Deze stortingen zullen gedaan worden, zoolang er obligaties in omloop zullen blijven, onderscheidenlijk op

1 Februari, 1 Mei, 1 Augustus en 1 November van ieder jaar, en voor de eerste maal op 1 Mei 1924.

Zij worden door de afnemers der leening aangewend, ten laste van de Belgische Schatkist, voor den wederinkoop der obligaties ten beloope van een nominaal kapitaal groot 1,500,000 dollar per jaar, tegen een prijs die in hoofdsom niet $107 \frac{1}{2}$ t. h. van de nominale waarde van gezegde obligaties overschrijdt. Het overschot van de delgingsfondsen op de aldus aangewende sommen wordt, na wederinkoop van gezegd jaarlijksch kapitaal van 1,500,000 dollar, op het crediet van de Belgische Schatkist gebracht door de afnemers van de leening.

Het gedeelte der delgingsfondsen dat, op 15 December der jaren 1925 tot 1940, niet zal benuttigd zijn geweest door den wederinkoop der obligaties tegen de bovengemelde voorwaarden, zal, op 1 Februari daaropvolgende, worden besteed voor de terugbetaling, naar rato van $107 \frac{1}{2}$ t. h. van hunne nominale waarde, der nog weder in te koopen obligaties; in dit geval, zullen de terug te betalen obligaties worden aangewezen door uitlotingen welke plaats zullen hebben in de Vereenigde Staten door bemiddeling van de afnemers der leening.

De Minister van Financiën kan op 1 Februari 1931, of op gelijk welk tijdstip van lateren vervaltijd der interesten, overgaan tot de vervroegde terugbetaling van al de nog in omloop zijnde obligaties, en een gedeelte er van, tegen den rentevoet van $107 \frac{1}{2}$ t. h. hunner nominale waarde, mits vooropzegging van vijf en veertig dagen verleend aan de afnemers der leening.

In geval van vervroegde gedeeltelijke terugbetaling, zullen de terug te betalen obligaties worden aangewezen door uitlotingen te doen in de Vereenigde Staten door de afnemers van de leening.

De terugbetaling der effecten, daartoe aangewezen door de uitloting, zal gedaan worden door de kassen van de afnemers der leening, in goud-dollars der Vereenigde Staten van Amerika tegen den gewichts- en fijnstandaard bestaande op 1 Februari 1924.

Aan de bankiers wordt een commissieloon toegekend van één zestiende t. h. van de hoofdsom der wederingekochte of terugbetaalde obligaties; al de uitgaven wegens het beheer van het uitdelgingsfonds worden hun terugbetaald.

Op de sommen welke zich gedurende zeven dagen of meer in het uitdelgingsfonds bevinden, wordt aan de Schatkist een interest toegekend van 2 t. h. lager dan den rentevoet van het disconto der « Federal Reserve Bank », voor de bank-acceptaties, zonder dat deze interest lager mag zijn dan 2 t. h.

Leening $6 \frac{1}{2}$ t. h. uitgegeven in Frankrijk.

Eene leening $6 \frac{1}{2}$ t. h. van 400,000,000 Fransche franks werd in 1923 uitgegeven.

De obligaties van deze leening zullen terugbetaalbaar zijn door de kassen van de inrichtingen door den Minister van Financiën aangewezen, tegen pari van hunne nominale waarde, bij wege van jaarlijksche uitlotingen, binnen een tijdsbestek van vijftien jaar, beginnende op 15 Augustus 1928, overeenkomstig de bij het Koninklijk besluit van 25 Augustus 1923 gevoegde uitdelingstabel.

Wanneer de netto-koers, na aftrek van het prorata der verschenen interesten, niet pari zal overschrijden, kan de Minister van Financiën ter Beurs de uit te delgen obligaties wederinkoopt. In dit geval, zal de breuk der annuïteit, toegewezen voor de uitdelging, geheel worden besteed aan de wederinkoopt; de aldus teruggekochte obligaties boven het getal voorzien in de uitdelgingstabel aangerekend zijnde op de in de laatste plaats te delgen effecten.

Van af 15 Augustus 1933, en mits vooropzegging van zes maanden, kan er worden overgegaan tot terugbetaling aan pari, in eens, van het saldo der nog in omloop zijnde obligaties.

De uittoltingen voor de delging geschieden, te Brussel, in het Ministerie van Financiën, in den loop der maand Juni van elk jaar, en voor de eerste maal in 1929, door een afgevaardigde van den Minister van Financiën, in 't bijwezen van een afgevaardigde van den algemeenen Beheerder-directeur der Thesaurie en der Openbare Schuld en een afgevaardigde van het Rekenhof.

De nummers der uitgekomen obligaties worden, uiterlijk op 1 Augustus volgende op de uittolting, bekendgemaakt in twee Fransche dagbladen en in het *Belgisch Staatsblad*.

Eventueel, worden de nummers van de ter Beurs voor de delging wederingekochte obligaties jaarlijks in dezelfde bladen bekendgemaakt.

De uitgelote obligaties zijn terugbetaalbaar tegen pari van af 15 Augustus volgende op iedere uittolting; zij houden op interest te dragen vanaf dezen datum; het beloop der coupons, afgenomen van de ter uitbetaling aangeboden obligaties wordt van het terug te betalen kapitaal afgetrokken.

De obligaties welke niet ter terugbetaling zullen aangeboden zijn binnen een termijn van dertig jaar, te rekenen van den datum der terugeischaarheid van het kapitaal, zullen vervallen zijn ten bate der Schatkist.

Vernietiging der gedelgde effecten.

Overeenkomstig artikel 6 der wet van 13 November 1847, worden de effecten der Openbare Schuld, wederingekocht of uitgelot voor de uitdelging, vernietigd op het oogenblik dat zij uit den omloop worden terruggenomen, om nadien te worden verbrand door toedoen van het Beheer der Thesaurie en der Openbare Schuld.

Deze laatste verrichting geschiedt in 't openbaar door een ambtenaar van het Departement van financiën door den Minister daartoe aangewezen, en in 't bijwezen van den afgevaardigde der Toezichtscommissie van de Amortisatiekas, van een lid van het Rekenhof en van de uitleeners, wanneer de tusschenkomst van deze laatsten wordt geëischt door de met hen gesloten overeenkomsten.

Over de verbranding wordt proces-verbaal opgemaakt; een uittreksel van deze akte wordt onverwijld in het *Staatsblad* gelascht.

Sinds het jaar 1914 werd geene enkele verbranding van uitgedelgde effecten bewerkstelligd.

Overname door den Staat van den dienst der interesten en der uitdelging van de obligaties uitgegeven door de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge ».

Hoewel deze nota slechts betrekking heeft op de uitdelging der *rechtstreeksche* Staatsschulden, is het echter noodig, ten opzichte van de verrichtingen der Amortisatiekas, een woord te zeggen over de wet van 10 Augustus 1923, krachtens dewelke de Staat, van af den vervalltermijn van 1 Juli 1923, te zijnen laste neemt den dienst der interesten en der uitdelging der obligaties door de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » uitgegeven en niet uitgedelgd door de uitlotingen op den datum van 1 Januari 1923.

Twee uitgiften werden gedaan, te weten :

Obligaties tegen 4 t. h., reeks A, uitgegeven in 1917;

Obligaties tegen 6 t. h., reeks B, uitgegeven in 1921.

Het Koninklijk besluit van 20 October 1923, genomen ter uitvoering der bovengemelde wet, bepaalt in zijn artikel 3 dat de uitdelging der obligaties, waarvan de Staat den last op zich heeft genomen, zal geschieden bij wege van wederinkoop of van uitloting, naar goedvinden van den Staat, overeenkomstig de uitdelgingstabellen goedgekeurd door de Ministerieele besluiten van 30 December 1917 en van 26 April 1921.

De Amortisatiekas is belast met het bewerkstelligen der wederinkopen ter Beurs.

De eventueele uitlotingen voor de uitdelgingen geschieden jaarlijks, te Brussel, door een afgevaardigde van den Minister van Financiën, in 't bijwezen van den afgevaardigde van den algemeenen Beheerder-directeur der Thesaurie en der Openbare Schuld en een afgevaardigde van het Rekenhof, te weten :

In den loop der maand Juni, voor de obligaties 4 t. h., reeks A ;

In den loop der maand December, voor de obligaties 6 t. h., reeks B.

De uitgelote obligaties zijn terugbetaalbaar tegen pari, te weten naar rato van 1,000 frank par effect, vanaf den 1^{en} der maand volgende op den datum der uitlotingen.

Zij houden op interest te dragen vanaf den dag bepaald voor hunne terugbetaling; het bedrag der afgenomen coupons komt ten goede aan de Schatkist.

De Regeering behoudt zich het recht voor de in omloop zijnde obligaties Reeks B, 6 t. h., van af 1 Januari 1932, geheel of gedeeltelijk vroeger terug te betalen, tegen pari van hunne nominale waarde. Elke vervroegde terugbetaling moet samenvallen met een der halfjaarlijksche vervalltermijnen der coupons en wordt, zes maanden van te voren, aangekondigd in het « Belgisch Staatsblad » en in de dagbladen.

De terugbetaalde obligaties worden verbrand in het bijwezen van een afgevaardigde van Minister van Financiën en een afgevaardigd lid van het Rekenhof; van deze verrichting wordt proces-verbaal opgemaakt.

De na 1 Januari 1923 terugbetaalbare obligaties, die niet ter uitbetaling zullen aangeboden zijn binnen een termijn van dertig jaar te rekenen van den datum voor hunne terugbetaling vastgesteld, vervallen ten bate van de Schatkist.

IV

**SAMENVATTENDE TABEL VAN DE VERRICHTINGEN GEDAAN
VOOR DE AFLOSSING VAN DE RECHTSTREEKSCHЕ STAATSSCHULDEN
EN VAN DE OBLIGATIES
DER NAAMLooZE VENNOOTSCHAP « LLOYD ROYAL BELGE ».**

Navolgende tabel geeft voor elk van de schulden waarvan hooger sprake is het nominaal kapitaal van de uitgegeven titels, van de teruggekochte en de bij de uitloting uitgekomen titels, van de verbrande titels, evenals van de sommen die voor de aflossing werden bestemd.

AARD DER SCHULDEN.	Uitgegeven titels.	Titels afgelost door weder inkoop of door uitlotingen.	Verbrande titels.
1	2	3	4
<i>Leeningen in België.</i>			
2 ½ %	389,417,631 74	169,458,000 » (1)	»
3 %, 1 ^{ste} reeks	543,485,175 »	50,771,100 »	22,232,000 »
3 %, 2 ^e reeks	3,000,714,282 22	267,211,500 »	117,855,900 »
3 %, 3 ^e reeks	257,929,000 »	25,792,700 »	10,832,200 »
5 % Nationaal Herstel	1,741,653,800 »	44,062,100 »	»
5 % Binnenlandsche met premie	2,468,296,000 »	22,650,000 »	»
6 % Consolideering 1921	2,005,223,700 »	9,581,000 »	»
<i>Leeningen in het Buitenland.</i>			
3 %, 4 ^e reeks	302,610,000 » (2)	92,145,809 60	»
7 ½ % in de Vereenigde Staten	259,000,000 » (3)	31,080,000 (3)	»
8 % in de Vereenigde Staten	155,400,000 » (3)	19,425,000 (3)	3,885,000 » (4)
6 ½ % in Frankrijk	400,000,000 »	»	»
<i>Obligaties uitgegeven door de Naaml. Ven- nootschap « Lloyt Royal Belge », waar- van de Staat de aflossing op zich neemt.</i>	11,523,759,588 96	732,177,209 60	154,805,100 »
4 %, reeks A (uitgifte van 1917)	23,914,000 »	207,000 »	»
6 %, reeks B (uitgifte van 1921)	74,274,000 »	396,000 »	»
	98,188,000 »	603,000 »	»
ALGEMEEN TOTAAL. . . fr.	11,621,947,588 96	732,780,209 60	154,805,100 »

In omloop blijvende titels op 1 Januari 1924. (Verschil tusschen de kolommen 2 en 3.)	Sommen besteed voor de aflossing.	AANMERKINGEN.
5	6	7
249,939,631 74	84,656,000 "	(1) Dit cijfer omvat :
492,714,075 "	39,647,938 07	1° Een kapitaal nominaal van fr. 169,312 000 "
2,733,502,782 22	206,761,005 57	weder ingekocht overeenkomstig § 7, 2° lid. van artikel 63 van het verdrag van 5 November 1842, kapitaal ingeschreven op het Grootboek van de schuld 2 1/2 %.
232,136,300 "	20,196,785 73	2° Een kapitaal van . . . fr. 146,000 "
1,697,591,700 "	37,269,799 67	ingeschreven op hetzelfde Grootboek op naam van Z. H. den hertog van Wellington, dat werd nietig verklaard en omgezet in rente, zonder aanduiding van kapitaal, krachtens de overeenkomst van 7 Juni 1872, gesloten tusschen den Belgischen Staat en den titularis van deze inschrijving.
2,445,646,000 "	33,975,000 "	TE ZAMEN . . . fr. 169,458,000 "
1,995,642,700 "	12,510,556 96	
210,494,290 40	98,099,956 95	(2) De waarde van het pond werd vastgesteld op fr. 25.22.
227,920,000. " (3)	101,907,250 "	(3) De waarde van de dollar werd vastgesteld op fr. 5.18.
135,975,000 " (3)	59,342,144 10	(4) Voorloopige titels vernietigd in de Verenigde Staten en voor dewelke geen definitieve titels werden gemaakt.
400,000,000 "	"	
10,791,582,379 36	694,366,437 05	
23,707,000 "	207,000 "	
73,878,000 "	387,270 67	
97,585,000 "	594,270 67	
10,889,167,379 36	694,960,707 72	

V

TABEL DER ONRECHTSTREEKSCH E STAATSSCHULDEN.

- A.* — Annuïteiten van titels op naam, uitgegeven door de Spoorwegmaatschappijen waarvan de vergunningen door den Staat werden overgenomen.
- B.* — Annuïteiten rechtstreeks aan de Maatschappijen te betalen wegens overname van hunne vergunningen.
- C.* — Andere annuïteiten :
- 1° Leeningen van de Federatie der Cooperatieven voor oorlogsschade ;
 - 2° Leening tot vereffening der interneeringskosten voor de Belgische militairen in Holland ;
 - 3° Annuïteiten ten dienste van de twee leeningen voor het Gemeentecrediet.

Onrechtstreeksche

A. — *Annuititeiten der titels op naam, waarvan de dienst*

MAATSCHAPPIJEN.	Datum der wet tot overname door den Staat.	Aard der titels.	Nominale waarde der titels.	Interest.
Antwerpen-Gent	27 Juni 1897	preferente aandeele	500	3 %
	id.	obligatiën 1 ^{ste} reeks	id.	id.
	id.	id. 2 ^e reeks	id.	id.
Eecloo-Gent	id.	obligatiën	id.	id.
Luik-Maastricht	16 April 1898	id.	id.	id.
Tongeren-Bilsen	id.	id.	id.	id.
Luik-Limburg	id.	obligatiën 1 ^{ste} reeks	id.	id.
	id.	id. 2 ^e reeks	id.	id.
Oost-België	id.	obligatiën	id.	id.
Charleroi-Leuven	id.	id.	1,000	4 ½ %
Antwerpen-Rotterdam	id.	id.	500	3 %
	9 Mei 1898	id.	id.	id.
Entre-Sambre-et-Meuse	id.	id.	1,000	4 %
	id.	id.	id.	4 ½ %
Grande Compagnie du Luxembourg	15 Maart 1873	preferente aandeele	500 (terugbetaal- baar bij 600 fr.)	5 %
	18 Augustus 1907	aandeele	700	3 %
West-Vlaanderen	id.	obligatiën	500	id.
	20 Mei 1912	id.	id.	id.
Maeseyck	id.	preferente aandeele	id.	4 %
	id.	gewone aandeele	id.	3 %
	overeenkomsten :	obligatiën, reeks B	1,000	2 ½ %
	25 April-3 Juni 1870	id. id.	1,000-500-100	3 %
	25 Febr.-9 Aug. 1871	id. id.	1,000	4 %
Kas der door den Staat verschuldigde annuïteiten	1-26 Juni 1877 (*)	obligatiën, reeks A	id.	4 ½ %
	—	id. id.	id.	2 ½ %
	—	id. id.	1,000-500-100	3 %
	—	id. id.	1,000-500-100-20	4 %
	—	obligatiën, reeks B	1,000-500-100	4 ½ %

De lotingen tot aflossing der bovengernelde effecten geschiedt jaarlijks in den loop der maand vermeld in kolom 7; de lotingen geschieden te Brussel door een afgevaardigde van den Minister van Financiën in bijwezen van den Beheerder-Directeur generaal van de Thesaurie en van 's Lands Schuld of van zijn afgevaardigde en van een afgevaardigde van het Rekenhof.

Proces-verbaal wordt daarvan opgemaakt.

Schuld.*der interesten en der aflossing door den Staat wordt waargenomen.*

Nominaal kapitaal in omloop bij de overname.	Kapitaal door lotingen afgelost.	In omloop zijnde kapitaal op 5 1 December 1927.	Datums der lotingen.	Datums waarop de titels worden terugbetaald.	Jaar der laatste loting.	Aanmerkingen.
1 674,000	882,000	792,000	October.	1 Jan. daarop volgend.	1935	
1,087,500	573,000	514,500	Id.	Id.	1935	
852,000	449,000	403,000	Id.	Id.	1935	
1,694,300	506,000	1 188 500	Id.	Id.	1949	
3,626,500	987,500	2,639 000	November.	Id.	1951	
386,000	386,000	—	Mei.	1 Juli daarop volgend.	1912	
4,343,500	1,163,500	3,180,000	Id.	Id.	1953	
16,886,000	3,833,000	13,053,000	Id.	Id.	1953	
23 844,000	8,980 000	14 864,000	December.	1 Februari en 1 Aug. daarop volgend.	1944	
196,000	196,000	—	Id.	1 Januari en 1 Juli daarop volgend.	1916	
26,256,000	6,961,500	19,294,500	September.	1 Nov. daarop volgend.	1966	
915,000	355,000	560,000	Mei.	1 Juli daarop volgend.	1942	
231,000	231,000	—	Id.	Id.	1913	
1 018,000	886,000	132,000	Id.	Id.	1925	
187,200	49,200	138,000	December.	1 Jan. daarop volgend.	1949	
33,600,000	6,974,100	26,625,900	November.	Id.	1948	
17,417,000	6,535,000	10 882,000	April.	1 Juli daarop volgend.	1944	
949 000	949,000	—	Augustus.	1 Oct. daarop volgend.	1923	
700,000	56,500	643 500	October.	1 Jan. daarop volgend.	1963	
2,000,000	210,000	1 790 000	Id.	Id.	1963	
600,000	214,000	386 000	Id.	Id.	1940	
11,016,800	3,719,700	7 297,100	Id.	Id.	1940	
62,000	49 000	43 000	Id.	Id.	1940	
871,000	248,000	623 000	Id.	Id.	1940	
3,397,000	708 000	2 689,000	Id.	Id.	1966	
166,804 200	31 382,200	135 422,000	Id.	Id.	1966	
8,791,160	1,654,960	7,136,200	Id.	Id.	1966	
8,116,800	965,200	7,151 600	Id.	Id.	1966	

(1) Kapitaal voorgoed vastgesteld op 1 Juli 1908.
 Voor de sommen wegens gedeelten van annuïteiten toegekend aan de « Société du Chemin de fer du Haut et du Bas-Flénu » alsmede aan de « Compagnie du Nord » wegens huur der lijn Saint-Ghislain.
 (Zie tabel B.)

De afgeloste effecten zijn tegen hunne nominale waarde terugbetaalbaar te rekenen van den datum, in kolom 8 vermeld; zij brengen geen interest meer op te rekenen van den dag dat het kapitaal eischbaar is. Het bedrag der onttrekende coupons moet aan de Schatkist worden uitgekeerd. De titels, voor de aflossing aangewezen en terugbetaald, worden verbrand in bijwezen van een afgevaardigde van den Minister van Financiën en van een afgevaardigde van het Rekenhof; proces-verbaal wordt daarvan opgemaakt.

*B. — Annuïteiten rechtstreeks in munt betaalbaar
aan de spoorwegmaatschappijen waarvan de vergunningen werden genaast.*

BETROKKEN MAATSCHAPPIJEN.	Datum der overname.	Bedrag der annuïteit.	Datum de half- jaarlijksche betalingen.	Laatste te betalen annuïteit.
Haut et Bas Flénu.	8 November 1870.	460,000 »	30 September tot 31 Maart.	31 Maart 1926.
Compagnie du Nord (huur van de lijn Saint-Ghislain).	18 Mei 1872.	350,000 »	30 Juni tot 31 December.	20 Juni 1930
Hesbaye-Condroz. Ligne de Landen à Ciney. Rachat de la concession de la Société anonyme de chemin de fer « Liégeois-Namurois ».	1 Maart 1873 en 22 Mei 1907.	852,287 69	id.	31 Augustus 1967.
Tournai à Jurbise et de Landen à Hasselt pour rachat de la concession du chemin de fer de Landen à Hasselt.	8 Juni 1898.	190,900 »	id.	7 December 1937.
Chemin de fer de Mons à Manage.	16-17 Februari 1857.	672,330 »	id.	13 Februari 1941.
Compagnie du chemin de fer de Braine- le-Comte à Gand.	28 Januari 1921.	4,575,500 » (voorloopige annuïteit).	27 Januari tot 27 Juli.	27 Januari 1937.
Compagnie du chemin de fer direct de Bruxelles à Lille et Calais pour le rachat des loyers de Hal à Ath et de Tournai à la frontière française.	28 Januari 1922.	3,917,000 » (voorloopige annuïteit).	id.	20 Mei 1936, 30 November 1955.
Société anonyme du chemin de fer de Tournai à Jurbise et de Landen à Hasselt pour le rachat de la ligne de Tournai à Jurbise.	28 Januari 1922.	2,840,000 » (voorloopige annuïteit).	id.	10 November 1938.

VI

**ANDERE ANNUITEITEN OP DE BEGROOTING
VAN 'S LANDS SCHULD GEBRACHT.**

Leeningen op loten uitgegeven door het

AANWIJZING DER LEENINGEN.	UITGEGEVEN TITELS.		Uitgegeven nominaal kapitaal.	Datum der ingenottreding der titels.	Doorlotingen afgelost kapitaal.
	Getal.	Nominale waarde.			
4 t. h. loten van 1921	3,100,000 45,000	250 5,000	1,000,000,000	10 Januari 1921.	205,000
3 t. h. loten van 1902.	4,000,000	250	1,000,000,000	1 Juni 1921.	185,000
3 t. h. loten van 1923	2,000,000	500	1,000,000,000	15 Juni 1923.	—

Obligatiën 5 t. h. afgeleverd aan de Nederlandsche Regeering tot regeling

GETAL AF TE LOSSEN TITELS van Fl. Ned.			Af te lossen nominaal kapitaal.	Kapitaal op 31 December 1923 afgelost.	Kapitaal dat op 31 December 1923 nog blijft af te lossen.
100,000	10,000	1,000			
452	141	128	Fl. Ned. 46,738,000	Fl. Ned. 2,155,000	Fl. Ned. 44,583,000

Annuïteiten te betalen aan

VOORWERP.	Datum der eerste annuïteit.	Bedrag der annuïteit.
ART. 6 (verhaalbaar). — Regeling der abnormale uitgaven voortspruitende uit den oorlog, door de gemeenten gedragen tot 31 December 1918 en ten laste komende van den Staat.	1 Januari 1920.	17,750,849 27
ART. 28 (gewoon). — Terughetaling der uitgaven voor voeding en onderstand, door de gemeenten gedragen tijdens de jaren 1919 en 1920 en welke de Staat te zijnen laste heeft genomen.	1 Januari 1922.	14,910,000 »

Verbond der Coöperatieven voor oorlogsschade.

In omloop zijnde kapitaal op 31 December 1923.	Datum der terugbetaling van de afgeloste titels.	Jaar der laatste loting.	AANMERKINGEN.
999,793 000	10 Januari van elk jaar.	2010	Annuititeit, fr. 47,098,000. De bijgevoegde tabel vermeldt het getal en het bedrag der loten, die elk jaar tijdens den duur der leeningen worden toegekend.
999,813,000	1 Juni van elk jaar.	2012	
1,000,000,000	15 Juni van elk jaar.	2013	

der interneeringskosten van de Belgische militairen in Holland tijdens den oorlog.

Halfjaarlijksche dotatie.	AANMERKINGEN.
Fl. Ned. 233,032	De aflossing geschiedt om de zes maanden, den 30 ^{en} Juni en den 31 ^{en} December der jaren 1923 tot 1937. Een wetsontwerp is thans aanhangig bij het Parlement tot goedkeuring der regeling welke tusschen de Nederlandsche Regeering en die van België werd gesloten tot vereffening der interneeringskosten van de Belgische militairen in Holland tijdens den oorlog.

het Gemeentecrediet van België.

Datum der halfjaarlijksche uitkeeringen.	Laatste uit te keeren annuïteit.	AANMERKINGEN.
1 Januari, 1 April. 1 Juli, 1 October.	1985 1985	De annuïteit werd vastgesteld op 26,250,000 frank voor de jaren 1920 en 1921, doch werd te rekenen van het dienstjaar 1922 op fr. 17,750,849.27 verminderd.
Idem.	1987	